

Un exemple d'effacement de la mémoire sociale : La grève des ouvrières de Saint-Julien-Molin-Molette (Loire),
automne 1917-janvier 1918

Blanche Duhamel, un témoin providentiel

Les grèves qui ont troublé les grands centres métallurgiques et miniers, au premier rang desquels Saint-Étienne et les villes industrielles avoisinantes, en 1917-1918 ont légitimement marqué l'histoire des mouvements sociaux ; sans doute les historiens y voient-ils la suite des luttes ouvrières antérieures à la guerre, et ils ont raison. Cependant, il n'en va pas de même pour des villes de bien moindre importance, comme Saint-Julien-Molin-Molette.¹

Saint-Julien-Molin-Molette est tout juste une bourgade de 2000 âmes, en temps de paix, du moins, car la guerre l'a vidée de ses hommes en âge de servir sous les drapeaux. Elle se niche dans l'angle sud-ouest du département, dans la région du Pilat.



Fig.1 : Vue générale de Saint-Julien-Molin-Molette

Bien qu'administrativement, elle soit située dans la Loire, la géographie physique l'a placée à environ 35 kilomètres de sa préfecture, Saint-Étienne, plus loin que de l'Ardèche et d'Annonay, distante d'une quinzaine de kilomètres. Le relief de petite montagne contribue à isoler Saint-Julien, surtout en hiver ; au plus fort de l'hiver et des grèves de la fin 1917 et du début 1918, cet isolement aura son importance. En revanche, Lyon n'est pas loin : les petites

¹ Dans les Archives de la Loire, Saint-Julien-Molin-Molette ne figure que dans un seul fonds : **10 M 274-287 Grèves et mouvements sociaux dans l'industrie de la soie (moulinage, filature, tissage, rubanerie) : rapports de police et de gendarmerie, rapports de la direction du Travail, coupures de presse. (...) Saint-Julien-Molin-Molette, 1899.**

usines de Saint-Julien-Molin-Molette s'y fournissent en soieries.



Fig. 2 : Carte de la Loire

La petite localité et ses habitantes, employées pour la plupart aux tissages et aux manufactures de rubans, a pourtant souffert « la faim, le froid et l'humiliation » pendant les grèves que des femmes ont menées seules contre un patronat intraitable. Pourquoi une grève aussi dure a-t-elle échoué ?

Que reste-t-il aujourd'hui de ce singulier épisode? Pour ne parler que de sources faciles d'accès, ni le site internet de la mairie de Saint-Julien-Molin-Molette, ni l'article que lui consacre *Wikipédia* ne disent un mot du sujet. La rubrique « histoire » se contente d'évoquer les soieries qui y étaient produites en relation avec l'industrie des canuts de Lyon. Les grèves de 1917-1918 n'apparaissent ni dans le dossier des conflits du travail, ni dans les rapports de police dans les Archives départementales.

Si les documents officiels font défaut, un hasard providentiel a pourtant donné à Saint-Julien-Molin-Molette un témoin *a posteriori* des grèves de 1917-1918 et une observatrice directe de la vie quotidienne pendant la dernière

année de la guerre : Blanche Duhamel², femme de l'écrivain Georges. Les lettres écrites de Saint-Julien durant l'été 1918 constituent, jusqu'à preuve du contraire, la seule source concernant les événements qui venaient de bouleverser la bourgade.

Blanche Duhamel et la Loire

Actrice de la troupe du Vieux-Colombier dirigé alors par Copeau, elle habitait à Paris au printemps 1918 ; les « gothas » allemands bombardent la capitale, le forçant à s'abriter dans la cave avec son enfant, né l'année précédente. Les bombes font des victimes et Blanche envisage de quitter la région. Elle trouve d'abord refuge dans une maison de Maurepas, en Seine-et-Oise, mais l'avancée allemande du printemps inquiète tant les civils d'Ile-de-France qu'elle cherche à se replier loin de Paris. Elle se souvient alors qu'elle est originaire de la Loire et qu'elle a encore des cousines et une tante maternelle à Bourg-Argental et à Saint-Julien-Molin-Molette. Plus tard, elle s'en voudra d'avoir oublié pendant vingt ans cette branche de la famille, jusqu'à ce qu'elle ait besoin de faire appel à l'hospitalité des femmes de Saint-Julien. En juin 1918, elle s'y installe avec son fils, sa belle-sœur et la fille de celle-ci, au deuxième étage d'une maison de famille, appartenant à une cousine, Mme Marie Oriol, dont le mari ferblantier est mobilisé, comme bon nombre d'hommes de la famille. Blanche découvre ainsi, comme le dit elle-même, un univers dont elle ne soupçonnait pas l'existence, un univers presque exclusivement féminin qui doit quotidiennement lutter pour survivre. Elle découvre aussi ce qu'est une petite ville ouvrière qui vit encore dans un système économique dominé par les « seigneurs » locaux, les patrons d'usine et la comtesse du lieu. Leurs pratiques la scandalisent comme des survivances de la féodalité ancienne aggravée par le nouveau servage imposé aux ouvrières, qui sont à la merci des employeurs.

L'année 1917 : le combat de l'arrière

L'année 1917 constitue un tournant dans le déroulement de la Grande Guerre ; « l'Union sacrée » qui s'était accomplie pour défendre la nation envahie se fissure. Les journaux ont beau vouloir persuader l'arrière que la guerre patriotique soulève toujours le même enthousiasme, que les

² Blanche et Georges DUHAMEL, *Correspondance de guerre 1914-1919*, tome II (Janvier 1917-mars 1919), Préface par Antoine Duhamel, édition établie et annotée par Arlette Lafay, collection Bibliothèque des correspondances, mémoires et journaux 45, Honoré Champion, Paris, 2008.

tranchées sont confortables, que les obus allemands ne font aucun mal, et que les combattants meurent le sourire aux lèvres en criant « Vive la France », leur propagande achève d'écœurer les soldats. Une fois les permissions mises en place (juillet 1915), ils témoignent de vive voix, comme ils l'avaient déjà fait dans leurs lettres³. Les Duhamel savent eux aussi ce que sont les réalités du front : chirurgien, Georges ne cesse d'opérer, de trépaner et d'amputer des combattants blessés.

Depuis l'assassinat de Jean Jaurès, qui avait mis fin à tout espoir de « guerre à la guerre », les socialistes et les syndicalistes appartenant aux classes en âge de porter les armes sont pour leur majorité mobilisés et dispersés sur le front. Les femmes remplacent les ouvriers dans l'industrie, qui demande des bras. Jusqu'en 1917, les besoins priment sur le droit. Chacun consent dans l'ensemble à l'effort de guerre, ou le subit jusqu'à ce que les tensions deviennent insupportables ; la guerre dure depuis trop longtemps, sans résultat manifeste. La perspective d'une paix équitable s'amenuise. Les socialistes français qui espéraient pouvoir participer au congrès de Stockholm au printemps 1917 se voient refuser un passeport. Parmi les combattants, l'exaspération provoque les mutineries de juin 1917, après l'échec sanglant de l'offensive Nivelle qui avait suscité tous les espoirs et se termine par une hécatombe.

Le patronat n'a pas manqué de tirer tous les profits possibles de l'état de guerre, au sens propre comme au sens figuré. D'abord gêné par les mesures interdisant exportations et importations avec les pays ennemis, il s'est bien adapté aux nouvelles nécessités du temps ; l'industrie lourde se porte bien, parce que les besoins militaires en armement sont considérables⁴. Les ouvriers d'avant-guerre étant massivement mobilisés, le patronat surexploite une main-d'œuvre de remplacement essentiellement féminine, hautement vulnérable ; il existait des secteurs économiques traditionnellement dévolus à des femmes, comme les métiers de la couture et de la mode ; cependant, l'afflux des femmes dans toutes les usines permet au patronat de mener une politique salariale féroce. Les salaires des employées sont beaucoup plus bas que ceux que recevaient les hommes ; le prétexte est tout trouvé : les femmes travaillent moins bien

³ Il existe cependant des civiles qui, malgré tout, préfèrent croire les journaux et refusent d'accorder crédit aux récits des soldats qui leur sont proches. Le phénomène mériterait une étude tant il est répandu et nourrit l'indignation des combattants.

⁴ On ne citera pas le nom de tel fabricant de *gants* de Saint-Etienne qui fut chargé de fournir aux Armées 190 000 *grenades*.

et produisent moins. Légende, qu'une journaliste⁵ a cherché à détruire regardant des *munitionnettes* tourner des obus et les déplacer aussi habilement que l'auraient fait des hommes — mais légende utile pour augmenter les marges.

Un nouveau monde ouvrier de femmes

Au printemps de 1917, au milieu de l'inquiétude et du découragement général, les prix de toutes les denrées connaissent une hausse vertigineuse. L'hiver glacial continue jusqu'en avril, les vivres arrivant aux Halles sont insuffisantes. La demande augmente, l'offre diminue. Les femmes, devenues soutiens de famille, ne s'en sortent plus. L'allocation versée par l'État aux femmes de mobilisés ne compense pas l'augmentation des prix. Malgré leur inexpérience en la matière, les ouvrières parisiennes, — munitionnettes et midinettes, comme la presse les appelle— puis celles des provinces affrontent le patronat pour demander la réévaluation de leur salaire. Des grèves éclatent un peu partout. Le mouvement touche d'abord les ateliers parisiens, puis les grands centres industriels du pays tout entier. La Loire connaît rapidement des grèves dont les journaux, tenus en bride par une censure vigilante, ne rendent presque pas compte. Cependant leur ampleur est telle que la presse ne peut longtemps passer sous silence ce que tout le pays voit ; dans leur correspondance, les soldats demandent à leurs proches des nouvelles des conflits sociaux en cours à l'arrière: sans argent, comment va-t-on nourrir la famille ? Si la grève échoue, ou si la femme soutien de famille perd son emploi, que va-t-on devenir ?

Mais lorsque les grèves ne concernent pas les grandes villes, la situation est tout autre. Bien aidés par la Censure, les journalistes ignorent les foyers mineurs du mécontentement qui ébranle la nation. Plus d'un conflit reste aujourd'hui enseveli dans l'oubli, à moins que des archives privées n'en réveillent le souvenir et permettent d'explorer un monde méconnu, comme celui des ouvrières en lutte durant l'hiver 1917-1918, dans les confins de la Loire, à Saint-Julien-Molin-Molette.

Exode de Blanche de Paris vers la Loire

⁵ Marcelle CAPY a mené une enquête parue quatre parties, les 28 novembre, 5 et 12 décembre 1917, 2 janvier 1918 dans *La Voix des femmes*, sous le titre « La femme à l'usine ». Une journaliste du *Petit Parisien* s'est fait embaucher deux semaines dans une usine d'armement. Les deux témoignages sont commentés en détail par Françoise Thébaud, pp. 171-181.

Depuis 1914, Georges Duhamel est mobilisé comme chirurgien au front. Blanche reste à Paris. La séparation est éprouvante, l'anxiété règne dans les lettres que le couple échange chaque jour, sans y manquer ; leur correspondance croisée comporte déjà plus de deux mille cinq cents plis lorsque Georges apprend que Blanche a précipitamment gagné la Loire avec leur fils ; le départ s'est décidé très vite, avant même que Georges ait pu encourager ou dissuader Blanche de quitter Maurepas, son premier refuge, alors que des avions allemands bombardent Paris.

Le 31 mai 1918, Blanche part donc vers la Loire, pour Saint-Julien-Molin-Molette, où une branche de sa famille maternelle a généreusement accepté de lui donner une hospitalité dont personne ne peut prévoir la durée. Les gares sont encombrées de Parisiens qui fuient. Le voyage en train de Paris à Saint-Etienne s'effectue de nuit ; il dure huit heures. À l'arrivée, Blanche doit patienter jusqu'au soir pour gagner en train Bourg-Argental ; en attendant, elle est accueillie chez la femme du chirurgien auquel Georges Duhamel a dédié *Civilisation*⁶, le docteur Viannay, ami de Georges qui travaille dans l'hôpital militaire avancé que le Docteur Viannay dirige avec une grande humanité. L'écrivain a utilisé ce qu'il a vu au front, au milieu de ceux qu'il appelle « ses » blessés, pour *La Vie des Martyrs*, écrit l'année précédente.

Le soir même de son arrivée à Saint-Étienne, fin mai 1918, Blanche prend le train de 17 heures 17 pour gagner Bourg-Argental, avec ses bagages et son petit enfant de treize mois.



Fig. 3 : gare de Bourg-Argental au début du 20^e siècle

Elle n'est même pas sûre que quelqu'un pourra l'accueillir à la gare, et ne sait encore où son fils Bernard et elle pourront dormir. Si ses craintes se dissipent vite, en revanche elle a découvert pendant le trajet un monde qu'elle avait oublié ou ne soupçonnait pas, couvert de poussière de charbon :

⁶ Prix Goncourt 1919. *La Vie des Martyrs* n'a obtenu qu'une voix en 1918.

J'étais anxieuse en pensant à notre arrivée à Bourg-Argental, nous arrivions à 8 heures et demie du soir, je ne me rappelais plus si la gare était loin de la ville et j'avais peur que ma lettre ne soit pas arrivée, et où coucherions-nous ? Enfin le train est arrivé à l'heure. Sur le quai, il y avait deux cousines, un cousin et une dizaine d'enfants, des petits-cousins. Là aussi, nous avons été accueillis avec transport, on nous a fait dîner et nous avons été coucher dans un hôtel du pays excessivement propre. (...) Le pays est beau. Nous partons tout à l'heure pour Saint-Julien. Ce voyage ne s'est pas mal passé quand même. Mais hier, dans le train de Saint-Étienne à Firminy, ces villes de poussière, il [son fils Bernard] ressemblait à un fils de mineur, et il suçait son pouce noir.

Vivre dans la fumée

Le souvenir la poursuit encore deux jours plus tard, lorsqu'elle décrit sa nouvelle installation à Georges.

Les cousines et sa tante maternelle ont pourtant tout fait pour leur donner la plus complète hospitalité, par sens de la famille mais aussi parce que Blanche n'est pas une simple parente, mais une actrice déjà connue, une Parisienne, fille et femme de médecins :

Le 8 juin, Saint-Julien-Molin-Molette

Mon Georges,

Nous avons quitté Bourg-Argental hier à 4 heures après avoir déjeuné dans la maison paternelle de maman. Nous étions tous les six dans une petite charrette et nous avons fait dans la montagne une très belle promenade en voiture. À Saint-Julien la sœur de maman et sa fille nous attendaient, elles nous avaient préparé au 2^{ème} étage de la maison un petit logement.

La maison appartient à Mme Oriol, sa cousine. Une grande pièce bien éclairée par deux fenêtres donnant sur la plus belle rue de la ville, une autre chambre sans fenêtre où logera la bonne, faisant fonction de cabinet de toilette, et sur le palier, une petite cuisine, « très propre et très pratique ». Blanche, sa bonne Augustine, sa belle-sœur et deux enfants y vivront donc, quelque peu à l'étroit ; pendant plusieurs semaines, une autre locataire occupe une troisième chambre, plus spacieuse, que Blanche réussira à obtenir avant la permission de Georges.

La première impression passée, le cadre la déçoit. Le trajet en charrette depuis Bourg-Argental avait du charme, mais la ville de Saint-Julien n'est pas la bourgade champêtre

que Blanche imaginait. Sa cousine lui avait parlé du « jardin sur le toit », où elle pourrait passer de douces heures avec son fils, perspective qui ravissait la mère, toujours soucieuse d'hygiène et de grand air pour Bernard. En fait, le pittoresque jardin n'est qu'une ingrate parcelle à flanc de coteau, derrière la maison. La pente est si rude et l'espace si limité qu'elle préférera sortir de la localité pour de plus longues promenades. Même si Blanche a soin de cacher à Georges l'ampleur de sa déception, elle respecte leur engagement réciproque de ne rien se dissimuler l'un à l'autre.

Saint-Julien est une petite ville avec des usines, elle ressemble un peu à une ville du Nord mais elle est entourée de montagnes, écrit-elle le 8 juin.

D'ailleurs, Duhamel est inquiet. Il suit sa femme en pensée, et rêve même de son voyage, lui qui ne raconte jamais ses rêves. Dès le 8 juin, à peine réveillé, il lui réclame des lettres circonstanciées décrivant sa nouvelle vie : il ne connaît pas la région, il est avide de détails et curieux de connaître les lieux dans lesquels imaginer Blanche et leur fils. Dès que possible, Georges consulte un dictionnaire des communes et c'est lui qui apprend à Blanche que « Saint-Julien-Molin-Molette compte plus de 2000 habitants ». Une telle population, croit-il, doit impliquer que la bourgade ne manque pas des ressources sur lesquelles Blanche pouvait compter jusque-là. Mais en 1918, « en cette époque plus que trouble », comme le dit G. Duhamel, on peut en douter : il a raison, la pénurie sévit là comme ailleurs. Il lui demande des photographies.

Dans une lettre écrite le 10 juin, Blanche va au-devant des questions de son mari : elle sent que son départ a été trop précipité.

Cette petite ville est assez triste. Il y a des fabriques de ruban, de soieries surtout. Elle ressemblerait plutôt à une petite ville du Nord et le sol est couvert de cendres, ce qui contribue beaucoup à lui donner un aspect triste et sale. Depuis Saint-Etienne, du reste, j'ai l'impression de vivre dans la fumée. Mon beau bébé a toujours de grandes balafres noires sur ses joues.

Pour la première fois, Blanche tourne son regard au-delà de la rue où elle vit. Peu à peu, elle s'adapte, arpente la ville et s'intéresse à autre chose qu'à ses charges de mère ; en moins d'une semaine, informée par les conversations avec sa tante et sa cousine, elle observe la population de Saint-Julien-Molin-Molette. Ce qu'elle découvre l'épouvante : la bourgade

est sous la coupe des industriels, qui règnent sur un peuple de femmes :

Le pays pourrait être plus sympathique. C'est ce qui me chiffonne le plus. On entend le bruit des fabriques et la sirène qui appelle les ouvrières et la montagne est un peu plus loin. Enfin si nous ne devons rester trop longtemps ici, ce sera un aspect de plus que je connaîtrai de notre France.

La maison Chaize-Oriol

La générosité et l'affection que lui témoignent ses parentes atténuent les effets de rupture avec son ancienne existence de petite-bourgeoise parisienne. Par un heureux concours de circonstances, sa famille n'appartient pas à la catégorie des plus déshérités. La cousine et la tante Oriol sont propriétaires d'une maison et de la quincaillerie qui occupe le rez-de-chaussée ; le mari de la cousine, Chaize, est ferblantier. Il fait partie des mobilisés. En son absence, sa femme tient seule le commerce. Bien mieux, elle a l'intelligence d'étendre son approvisionnement, source de nouveaux revenus. Jamais Blanche ne donne l'impression que ses parentes soient dans la gêne :

Notre cousine tient un magasin de quincaillerie et elle y ajoute un peu d'épicerie depuis la guerre, ce qui fait que nous ne manquerons de rien.

Certes, devant l'inquiétude de Georges, Blanche pratique un art que son mari lui-même a déjà pratiqué : elle édulcore la réalité. Cette habitude est le lot de presque tous les soldats exposés, qui veulent rassurer leurs proches précisément au moment où ils courent des risques mortels. Il est bien plus rare que des civils recourent à ce que l'on pourrait appeler un *mensonge par altruisme*. Toutefois, ses liens familiaux avec la quincaillière-épicière font de Blanche une authentique privilégiée, certaine de ne jamais manquer du nécessaire. Chose encore plus extraordinaire, elle qui avait jusque-là trouvé que Saint-Julien-Molin-Molette ne supportait pas la comparaison avec Maurepas, s'aperçoit vite que la vie quotidienne est plus facile qu'en Île-de-France :

Nous sommes même mieux approvisionnés qu'à Maurepas, même mieux qu'à Paris, elle vend aussi du pétrole, de l'essence, et comme elle a l'un des plus beaux magasins du pays, elle peut avoir tout ce qu'elle veut comme charbon, beurre, lait, œufs etc...

Ce n'est pas que Blanche manque d'argent. Georges veille à lui adresser une bonne partie de sa solde et l'a convaincue

d'emporter avec elle 1 300 francs, somme considérable qui couvre largement l'entretien de la petite famille. Duhamel lui enverra encore 600 francs de plus lorsqu'il l'incitera à chercher une maison à louer, démarche qui n'aboutira pas : il n'y en a pas. Il n'est jamais question du loyer qu'auraient demandé ses parentes. En tout cas, il reste assez modeste pour que Blanche n'en fasse jamais état.

La cousine Marie est la mère de quatre enfants. Blanche est impressionnée de son usure précoce : *bien que de l'âge de Louise, elle porte vingt ans de plus qu'elle, elle paraît très serviable, très débrouillarde et disposée à se mettre en quatre pour nous. C'est assez touchant de voir que nous avons là une famille à laquelle nous ne pensions jamais, il faut bien l'avouer, et qui pensait à nous beaucoup sans doute.* Scrupule qu'elle aura durablement.

La vie quotidienne

Dans les premiers jours, Blanche et sa belle-sœur vivent avec les moyens du bord, et s'en amusent visiblement parce que, somme toute, elles et leurs bébés ne manquent de rien :

L'approvisionnement se fait beaucoup mieux ici qu'à Maurepas. Les œufs coûtent 5 sous au lieu de 7⁷. Nous mangeons des légumes verts et des fruits autant que nous voulons. De bons petits fromages du pays, du beurre, etc... Notre pauvre cousine monte actuellement ses deux étages pour nous apporter quelque bonne chose qu'elle a trouvée pour nous. Mais notre installation te ferait rire. Nous n'avons que 8 assiettes, 4 fourchettes, 4 cuillères. Comme coquetiers, nous nous servons des verres à ventouse de Zette [Louisette Hueber].

Blanche est une mère attentive. Rassurée sur l'essentiel, elle tient à ce que son enfant prenne le grand air ; elle s'aventure avec Bernard dans les environs de Saint-Julien. Le 14 juin, elle trouve plusieurs « endroits très agréables » où passer ses après-midis en profitant du beau temps. Non sans lucidité, elle se rend compte qu'elle souffrait du dépaysement et qu'avant tout, « il fallait oublier Maurepas » : « nous nous plaisons mieux ici de jour en jour », écrit-elle ; déjà, une de ses sorties favorites consiste à monter jusqu'à « une ferme dans laquelle nous allons boire du lait et manger un fromage blanc auquel je rêvais depuis 20 ans ».

Blanche savoure avec la même tendresse les tournures propres au parler local : celles qui s'extasient sur son fils

⁷ 20 sous = un franc.

s'exclament : « Que c'est *bravounet*, comme on dit ici ». Plus tard, le petit Bernard « *met des dents* comme on dit ici. Pour dire le rebouteur ou rebouteux, on dit le *rhabilleur*, on dit bien des drôles de choses. »

Les « ressources » dont l'idée rassurait Georges ne sont pas cependant celles dont disposent d'autres bourgades d'importance identique. Certes, Blanche a vite su comment se procurer les denrées de base. Mais Saint-Julien est pauvre. Le superflu fait défaut, quand ce n'est pas le nécessaire : pas de médecin, mais un rebouteux (le *rhabilleur*). Le Docteur Guyotat ne vient de Bourg-Argental que dans les cas graves, ou chez les plus aisés⁸. « Il n'y a pas de photographe », par exemple. Blanche devrait dire « plus » de photographe : les cartes postales qu'elle envoie à Georges ont été éditées avant la guerre par « Johannès Primet, éditeur à Saint-Julien-Molin-Molette », ou portent la mention « édition du café Primet »⁹. Or, surtout pendant la guerre, les familles dispersées qui le peuvent demandent, envoient et reçoivent régulièrement des photos dont la vue aide à supporter d'interminables séparations. Comme tant d'autres couples séparés, Georges et Blanche ont échangé des portraits tout au long de la guerre.

Autre carence très révélatrice, à la fois de la pénurie qui sévit dans toute la France, et du peu de demande existant à Saint-Julien, Blanche ne peut trouver sur place un seul cahier d'écolier pour mettre au net les chroniques que Georges publie dans *l'Éclair*; pour s'en procurer, elle se rend à Annonay : preuve, s'il en était, que Saint-Julien-Molin-Molette regarde plus vers l'Ardèche que vers son propre département. En revanche, elle ne sera jamais à court de papier à lettres, La raison en est que le prix du papier a connu une hausse vertigineuse, cause d'une crise générale de l'édition et de la presse : les journaux ne sont plus autorisés à paraître qu'en quatre pages — et de quelle piètre qualité—, et le *Mercure de France* met plus d'un an à publier *la Vie des Martyrs*, écrit par Duhamel en 1917, parce que le prix de revient du livre a plus que quintuplé et que l'éditeur ne trouve pas le papier nécessaire : les 100 kilos de papier, payés 50 à 60 francs avant la guerre, se négocient de 250 à 300 francs au début de 1917.

⁸ La rue menant de Bourg à Saint-Julien porte désormais son nom.

⁹ Ainsi : La rivière—Le Ternay ; Route du Colombier, Quartier de Pré-Martin ; Péronnet —La Poste ; Avenue du Colombier ; Vue prise des Écoles libres ; une Vue générale ; Rue du Pont-Neuf, oblitérée en 1906. Primet a un seul concurrent : le photographe A. Béraud, d'Annonay, Fay se chargeant de l'édition.

Faute de photographies, Blanche trouve quelques cartes postales à envoyer à Georges, et commente la vue :

16 juin 1918 (...) Les maisons, serrées les unes contre les autres avec de petites fenêtres, ont plusieurs étages et les ouvrières y habitent une chambre ou un petit logement, elles sont trop pauvres pour avoir une maison entière. La maison de notre cousine a deux étages et de grandes fenêtres, ce qui est rare ici

Le lendemain, elle décrit son quartier : il pleut beaucoup, la rivière le Ternay qui passe sous nos fenêtres et qui était à sec ces jours derniers ressemble à un torrent et remplit la maison d'un bruit de cascade. La rue que nous habitons est la plus agréable de Saint-Julien. Elle est large, c'est là que se fait le marché, il y a une rangée d'arbres, un petit parapet et la rivière bordée par les maisons d'en face. Au-dessus nous voyons la montagne.

Le 18 juin, enfin, Blanche envoie une carte postale qui représente la maison où nous habitons, j'ai marqué d'une x le coin de la boutique de notre cousine que l'on aperçoit et d'un autre x le balcon du premier étage, notre cousine est dessus. On ne voit pas notre étage.

La carte a été prise un jour de procession, on ne voit jamais tant d'affluence. Nous nous mettons souvent le matin sous les arbres au bord de la rivière quand nous n'avons pas le temps d'aller dans la montagne.



Ouvrières du Congrès eucharistique (Août 1910)

*Les jours de semaine et le dimanche à Vé
San Julio*

Dimanche 7 juillet

C'est dimanche, il fait un temps radieux. Ce jour-là, on n'entend plus les sirènes, on ne voit pas partir à l'usine les tristes ouvrières en noir, elles ont des chapeaux, des robes de couleur, elles ne se ressemblent plus, je ne puis croire que c'est le Saint-Julien des jours de semaine, on oublie les usines, c'est un gentil pays heureux.

Mais où sont les hommes ? Ailleurs. Il est manifeste que Saint-Julien est devenu une ville de femmes, à quelques exceptions près : la nuit qui précède son départ, Blanche entend, le cœur serré, le charivari triste des petits conscrits de la classe 1919 : *depuis deux jours [ils] n'ont fait que boire, chanter, jouer du tambour ou du clairon nuit et jour, ils ne sont pas gais à voir, les pauvres petits.*

Ils sont éreintés et ils continuent toujours leurs promenades dans le petit pays, ils refont interminablement le même tour depuis 3 nuits et 2 jours, ils sont lamentables.

Cette « ronde de nuit » familière à toutes les localités après chaque conseil de révision a quelque chose de lugubre et ne rencontre guère d'écho parmi les habitants : pas de franche réprobation, parce que personne n'aurait le cœur de reprocher leurs débordements à de jeunes soldats prêts à rejoindre le front. Il n'est plus question de s'enthousiasmer, au début de la cinquième année de la guerre la plus meurtrière que le pays ait jamais connue. C'est l'indifférence qui règne, ou plutôt la résignation; les grandes dates républicaines ne réveillent plus aucun patriotisme: ni le 4 juillet, fête nationale des États-Unis, alors que Paris pavoise en l'honneur du puissant allié, ni même le 14 juillet 1918 :

Je voyais ici pour cette fête américaine du 4 juillet personne n'a bougé, les usines marchaient. Il n'y avait pas de drapeaux, rien. C'était comme exprès, plus semaine que d'habitude.

Il est vrai que le 14 juillet n'est pas bien gai :

Quatre ou cinq jeunes gens ont essayé toute la journée d'émouvoir le pays avec un tambour et un clairon, mais rien, rien. Je me souviens d'avoir vu, il y a vingt ans, ces fêtes-là ici, mais on s'amusait, on s'amusait. Maintenant il y a trop de deuils — oh ! c'est bien la guerre aujourd'hui.

De temps à autre, quelques permissionnaires font une fantomatique apparition : le mari d'Eugénie, ou « le fils de la tante » *qui, après avoir passé plusieurs années au front, dans le 2^{ème} Zouaves (il se trouvait en même temps que*

[Georges] *en Champagne en 1915 et à Verdun en 1916 mais dans les lignes) est mobilisé comme monteur à Paris ; le fiancé de Rosine, la nouvelle petite bonne, chasseur alpin, qui a déjà reçu plusieurs citations et sera blessé l'automne suivant ; bien que Rosine ait été ouvrière Blanche les décrit « sans situation ». Ils forment le projet de travailler et d'économiser avant de se marier, mais ils n'attendront pas la fin des hostilités pour s'abandonner l'un à l'autre, à la faveur d'une permission en septembre 1918 ; de leur fugace union naîtra un des enfants bien peu désirés que l'on appellera cyniquement « la classe 1939 ».*¹⁰

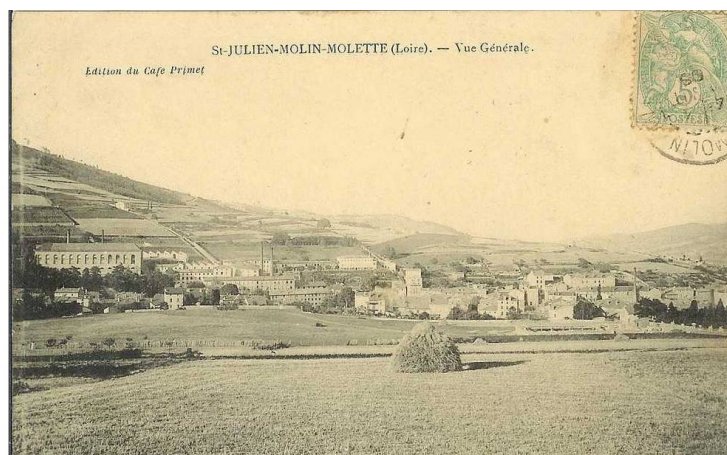
Les adultes dans la force de l'âge sont aux armées, soit au front, soit dans les industries de guerre ; beaucoup sont mobilisés comme ouvriers à Saint-Étienne, dans l'industrie lourde. Là comme à l'arsenal de Roanne, la ville regorge d'hommes venus de tous les horizons et de travailleurs que les autorités ont fait venir de loin, recrutés en Kabylie, au Maghreb, et d'ouvriers chinois ou asiatiques. La méfiance envers ces groupes exotiques est de règle. Ils sont d'ailleurs sous surveillance, non parce qu'ils participent aux conflits du travail, mais pour la morale publique¹¹ : les autorités entendent les maintenir à l'écart des femmes qu'ils pourraient approcher.

Dans les familles du département, ne restent que les plus âgés, les malades et les réformés —qu'on a vite fait de qualifier d'*embusqués*. Blanche a l'occasion d'en croiser quelques-uns, à l'occasion de promenades dominicales.

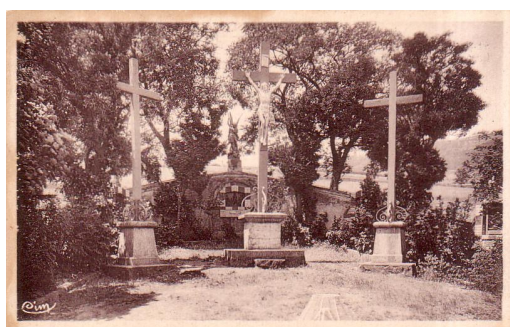
Elle emmène son fils dans les environs de *Vé san Julio* – forme locale du nom de Saint-Julien-Molin-Molette : sur une carte postale montrant une vue générale, elle marque d'une croix ce qu'elle appelle « notre pré ». Georges la regarde attentivement ; il s'inquiétait d'imaginer Blanche et son fils, son « Tiapa » confinés dans un cadre lugubre, noirci par les fumées. Le chirurgien n'avait pas compris que Saint-Julien-Molin-Molette vit d'une économie mixte, rurale et industrielle : *Le pays a l'air agréable, d'après cette carte écrit-il le 4 juillet 1918, et on ne devine pas trop les usines.* Parmi les documents d'époque encore disponibles, il peut qu'il s'agisse de l'une ou l'autre des cartes ci-dessous.

¹⁰ Un humoriste a même dit que la repopulation a été le but premier de ces *spermissions*.

¹¹ Une croyance tenace s'est répandue dans les villes employant la main d'œuvre étrangère ; on leur prête une lubricité au-dessus de la moyenne. Il va sans dire que ces hommes ne vivaient pas en famille.



Blanche finit par connaître le nom de chaque pré : pré de Taillis-Vert, le long du Ternay, le Blanchet, « à mi-chemin de Bourg », à la Miellerie « d'où l'on voit les Alpes » et en bonne mère, s'arrange toujours pour trouver une ferme assez hospitalière pour accepter qu'elle s'y repose avec son fils ; en règle générale, où qu'elle s'adresse, le meilleur accueil lui est réservé, que ce soit à la ferme Chante-Perdrix –il est vrai qu'elle appartient à une cousine éloignée-, « belle ferme et merveilleusement située » ou à la ferme de Chatagnard. Le 8 juillet, elle fait halte auprès du Calvaire, qu'elle décrit dans sa lettre quotidienne :



Le Rond-Point du Calvaire

Là, se retrouvent les cousins, ceux de Paris et *les bourdisans*¹² qui venaient à notre rencontre ; nous étions 27 et il en manquait, s'exclame Blanche, tous de braves gens, beaucoup d'enfants surtout. Après une sieste dans un bois de sapin très élevé, nous avons été goûter dans les prés de la ferme Chante-Perdrix.

Les « tribus »

Durant ce bel été, malgré quelques orages, les températures clémentes favorisent les traditionnelles sorties en famille. Blanche se découvre avec une discrète stupéfaction une kyrielle de cousins, et d'une façon plus générale, constate l'impressionnante étendue des familles ligériennes. Affaire de milieu? Pas vraiment.

Elle a côtoyé les Barralon, ses cousins, « la grande et sympathique famille de Bourg », dont elle ne précise le patronyme que bien plus tard. Le 23 janvier 1919, muté à l'hôpital Bellevue de Saint-Étienne, Georges opère une « dame amenée d'urgence de Saint-Julien-Molin-Molette pour hernie étranglée » et il croit reconnaître l'un des patronymes prononcés par Blanche :

Son nom m'a dit quelque chose, c'est Baralou ou Baralong. N'est-ce pas là un des noms de la famille ? Je ne lui ai d'ailleurs rien demandé. Nous étions pressés et on l'a endormie immédiatement.

Duhamel hésite entre une graphie d'Oc et une graphie d'Oïl, mais Blanche retrouve facilement de quel patronyme il est question —les Ligériens le reconnaîtront aisément avec ses variantes régionales :

Oui, nous avons des cousins Barralon (...) mais je ne connais pas ceux de saint-Julien et ce ne sont pas des parents.

Son hôtesse, la cousine Marie, fille de sa tante Génie (Eugénie), a quatre enfants. Une toute petite famille, comparée aux tribus de Bourg-Argental et à celle de Saint-Julien-Molin-Molette. Marie paraît « vingt ans de plus que son âge », confie Blanche à son mari, afin qu'il ne laisse pas trop paraître sa surprise lorsqu'il viendra en permission, quelques semaines plus tard. La branche de Saint-Julien a la préférence de Blanche:

¹² Ainsi nomme-t-on les habitants de Bourg-Argental.

Ce sont des gens plus simples, plus rrronds, comme dit la tante Génie et surtout d'une meilleure pâte plus saine que la branche bourdisane de la famille.

Si les hommes sont rares à Saint-Julien-Molin-Molette, en dehors de quelques permissionnaires, la tribu de Bourg en compte deux ou trois chargés d'une telle famille qu'ils ne sont plus mobilisables, ou trop âgés pour l'être encore. Blanche ne les évoque que rarement.

Blanche ne résiste pas à la tentation de broser leur portrait, après une sortie dominicale du côté de Bourg, le 7 juillet 1918 :

Cet après-midi, nous allons au Blanchet, à mi-chemin de Bourg, nous retrouverons là toute la famille de Bourg, notre cousine Thérésine qui a une étonnante figure de maigre mère gigogne [sic] (la mère gigogne est forcément maigre) avec ses neuf enfants et son mari, ancien sacristain, qui baisse les yeux pudiquement avec un air si innocent quand sa femme annonce sa treizième grossesse. (Elle en a perdu trois, elle en attend un nouveau).

Une autre, Marie, dont le mari est clerc de notaire et qui représente dans la famille l'intellectuel et l'artiste. (...) la fille aînée est sténographe. Il y a trois enfants. La troisième, Séraphie, viendra avec ses deux enfants et son mari qui est tailleur. Ceux-là sont pitoyables seulement. La maladie est installée dans leur pauvre petit ménage. Ce sont : « ceux qui n'ont pas de chance ».

La maladie : on devine que c'est la tuberculose, fléau du temps. Le mot fait peur à Blanche. Cette branche déshéritée de la famille a son histoire : le clerc de notaire, qui *revient de Salonique, ne se donn[e] plus la peine de regarder son pays depuis qu'il a connu l'Orient*, et reste désabusé et indifférent à ce qui l'entoure.

Lorsque Blanche se séparera d'Augustine, sa bonne, qui la quitte pour se marier, elle songe à embaucher une jeune femme du pays. Elle la sélectionne avec soin parmi les postulantes, prend tous les renseignements possibles pour éviter une déception ou une erreur. Elle choisit Rosine, qui appartient elle aussi à une famille nombreuse, puisqu'elle est *la quatorzième fille d'une famille de quinze enfants* ; comme tant d'autres, elle a travaillé à l'usine, y a participé à la grève de l'hiver précédent et a perdu son travail. Elle plaît à Blanche, qui vante à Georges sa gentillesse et son sérieux. L'histoire personnelle de Rosine résume à elle seule les malheurs soufferts par les ouvrières de Saint-Julien, que

Blanche avait évoqués sans y mettre la même compassion, mais avec une indignation égale. Rosine incarne l'ouvrière d'excellence, voire l'Ouvrière par excellence, efficace et habile, appréciée tant qu'elle ne demande qu'à travailler, et victime d'un patronat féroce que la guerre enrichit. En ces temps de précarité, où la révolte a déjà surgi parmi les soldats et parmi les civils, l'arrivée massive de réfugiés parisiens dans les provinces sûres de ne pas être atteintes par « le supercanon » (« la grosse Bertha ») qui pilonnait la capitale a déplacé d'autant les difficultés de ravitaillement que connaissait Paris.

Dans un livre trop peu connu, Michel Corday¹³ soupçonne même que l'exode massif qui pousse un demi-million d'habitants vers le sud fait grandement l'affaire des autorités, qui n'auront plus à se soucier de ravitailler toutes ces bouches ; aux villes qui les accueillent de s'en charger. Blanche n'imaginait peut-être pas être un jour en butte au rejet de ses compatriotes. Mais en 1918, on ne plaint plus les réfugiés comme en août-septembre 1914, lorsqu'on croyait que la guerre ne durerait pas et que les sensibilités n'étaient pas encore pétrifiées par l'horreur quotidienne. Cela n'avait d'ailleurs pas empêché les habitants des environs de Sens de vendre 2 sous le verre d'eau aux malheureux Belges fuyant leur pays, en pleine chaleur d'août 1914.

Certes, les Viannay ont assez d'aisance pour donner à Blanche et à son fils une brève hospitalité, qui ne leur coûte pas grand-chose, mais il n'en va pas de même dans la ville de Saint-Étienne, submergée par les nouveaux venus, et dans les confins des départements.

Des bouches de plus à nourrir

En quelques jours, Paris s'est vidé d'un demi-million d'habitants, qui partent où ils le peuvent, comme ils le peuvent, parfois sans le moindre bagage, en espérant trouver en province des parents ou des amis prêts à les recevoir. Blanche et Louise Hueber sont loin de se douter, en gagnant la Loire, qu'elles feront figure de privilégiées lorsqu'elles compareront leur sort à celui de bien d'autres Parisiens. Cependant si sa famille lui réserve un accueil chaleureux, ce n'est pas le cas de tout le monde Saint-Julien-Molin-Molette. Les temps sont durs. Lorsque des réfugiés viennent s'ajouter aux populations locales, ils ne sont pas les bienvenus. Blanche met quelque temps à prendre la mesure de la

¹³ *L'Envers de la guerre*. Voir bibliographie en fin d'article.

générosité dont elle bénéficie ; le 19 juin, alors que Georges la presse de trouver un autre hébergement, sans mesurer les difficultés que rencontrent les réfugiés « de l'intérieur », elle argumente pour rester chez sa cousine :

Tu me dis de chercher une maison à Bourg-Argental. Il y en a une qui se loue non meublée, donc impossible. Ici, il n'y a rien. Aller autre part ! Il serait de la dernière imprudence d'aller dans un endroit où nous n'aurions pas quelqu'un de très dévoué, pour nous aider à nous ravitailler. Tu ne te doutes pas de ce que c'est maintenant, mon Georges. Surtout avec des petits. On nous a prêté deux voitures pour les enfants, un berceau. Il faut pouvoir trouver ça. Notre cousine est très débrouillarde et nous facilite tout.

Elle a les moyens de payer ce qu'elle se procure : Georges s'est arrangé pour qu'elle emporte avec elle 1 300 francs et y ajoutera plus tard 600 francs, somme qui lui permet de vivre sans avoir à compter. Sa tante et sa cousine ne peuvent cependant longtemps lui cacher que les cinq Parisiens sont en butte à une sourde hostilité dans la bourgade.

18 juin. (...) Je ne suis pas très enthousiaste de Saint-Julien et de notre installation mais maintenant que nous connaissons mieux le pays et que nous sommes un peu organisées cela va. (...) Que ferions-nous si nous ne connaissions pas les commerçants du pays qui regardent avec inquiétude des bouches qui viennent manger sur leur part. On en est là, à présent. Pour nous faire avoir 50 kg de charbon, il a fallu que notre pauvre cousine aille trouver toutes les sommités du pays.

Ses amies parisiennes, elles, sont moins heureuses : Andrée Pringard se cherche une maison à Angers ; elle ne peut y trouver une seule chambre ni même un lit pour la nuit, et partout elle est mal reçue :

Ces villes-là ne veulent plus accepter personne. Elles débordent. Madame Viannay me disait qu'à Saint-Étienne nous n'aurions pas trouvé la plus petite pièce.

Gonflée par l'afflux de la main d'œuvre employée à l'industrie de guerre, la population de Saint-Étienne compte alors plus de 200 000 âmes.

Dans ce naufrage national, l'ingéniosité (qu'on appelle alors le « système D ») supplée aux pénuries, tout spécialement celle de l'énergie ; le mari de la cousine Marie, retiré du front comme père de quatre enfants, se trouve mobilisé comme ouvrier au Chambon ; le ferblantier consacre une de ses permissions à effectuer toutes sortes de travaux

pour Blanche, en particulier, une « marmite norvégienne » pour économiser le combustible, qui manque même si près de Saint-Étienne. Ce bricolage s'était répandu jusque les milieux les plus aisés¹⁴.

Quand la pénurie sévit, le rationnement suit. Du moins, en principe. Les journaux en indiquent régulièrement le détail :



Fig. Le Petit Parisien du 25 février 1918 (une).

La situation est très inégale selon les régions, selon les catégories sociales et le degré de fortune, phénomène que la presse se garde bien de rendre public¹⁵. Le mythe de l'Union sacrée doit rester sauf. Les Français sont donc fondés à croire que les privations les concernent tous. Rien de plus faux : les milieux populaires et ouvriers sont les plus touchés. C'est probablement la raison qui fait que lors d'une promenade, Blanche s'est vu refuser le lait qu'elle demandait à une

¹⁴ À Paris, le peintre mondain Jacques-Émile Blanche, ami d'André Gide, s'en procure une fabriquée à partir d'un carton à chapeau. Sa cuisinière reste perplexe, mais son maître tient bon et réussit à faire cuire dans l'engin une pièce de bœuf. Le principe est simple : on exploite l'échauffement naturel de matières organiques maintenues dans le récipient, sous un couvercle hermétique.

¹⁵ Michel Corday, page 198, note le menu offert par un grand éditeur parisien le 20 février 1918, au 44^e mois de guerre : *Lonzo de Corse, (saucisson d'oie) – Bécasses flambées à la Fine Champagne – Baron de Pauillac à la purée de Champignons – Truffes en croûte – Langoustes en Bellevue – Salade russe – Mont-Blanc – Vins : Château-Yquem, Château-Margaux, Chambertin.*

femme rencontrée sur la route de Saint-Jacques. Elle venait de signaler à Georges que son lait était tari le matin, et que le sevrage de Bernard allait commencer. Elle dépendrait désormais du lait qu'elle achèterait. Quelques semaines plus tard, la même femme avoue à la cousine de Blanche « combien elle a été malheureuse » d'avoir dû lui refuser du lait, sans toutefois s'en expliquer. Mais le climat général et les malheurs particuliers permettent de discerner la raison de ce refus, le seul qu'ait essuyé Blanche en quatre mois de séjour à Saint-Julien-Molin-Molette. L'égoïsme nécessaire n'inspire pas toujours la même honte :

Août 1918 — Le retour à l'âge des cavernes. Dans chaque famille, même les plus unies, chaque membre a son pain, son sucre. On l'enfouit jalousement dans des cachettes. Cela rappelle les bêtes qui, lorsqu'elles ont attrapé un peu de pâture, vont vite la grignoter dans un coin, à l'écart¹⁶.

A fortiori lorsqu'il s'agit de garder pour ses propres enfants le lait qu'on a pu se procurer, à des tarifs qui peuvent aller jusqu'à 1.50 franc le litre...

Avant les restrictions, la consommation moyenne de pain avoisinait un kilo par adulte et par jour chez les ouvriers et les paysans¹⁷. Le gouvernement réduit la ration à 300 grammes ; la somme de travail exigée ne diminue pas pour autant. Paris a déjà appris à utiliser les carnets de pain — ou de ce qui tient lieu de pain : il est « noir », obligatoirement bluté à 85% et aussi peu appétissant que peu digeste ; dans un rapport gardé secret, le professeur L... conclut qu'il est noir parce qu'il s'y développe des végétaux cryptogamiques, et qu'il provoque furonculoses, troubles gastriques et diarrhées ; pis encore, qu'ainsi préparé, il perd ses principes nutritifs. « La France a la colique », commente Michel Corday en août 1917. Saint-Julien-Molin-Molette n'est évidemment pas épargné. Confrontée à une nouvelle difficulté, Blanche fait appel à un médecin pour assurer à Bernard la quantité de pain qu'elle estime nécessaire. Les réductions sont draconiennes, mais c'est par bonheur « *un brave homme, il est ami de M. Viannay, m'a-t-il dit, il était avec lui au début*

¹⁶ CORDAY, tome 2, p. 270.

¹⁷ Au moment où les femmes de mobilisés perçoivent une allocation de 1.50 franc par jour, le kilo de pain coûte 40 centimes et le kilo de viande, au moins 1.50 franc ; une paire de chaussures de femme vaut dans les 20 francs. Source : THEBAUD, Françoise, *La femme au temps de la guerre de 14*, 2005 (réédition).

*de la guerre à Raon-l'Étape*¹⁸. Il s'appelle Guyotat, il est le médecin et l'ami de nos parentes.

Le 18 juin, le docteur Guyotat établit donc pour les deux mères « des certificats de nourrice » qui leur donnent droit à 100 grammes de pain supplémentaires. C'est bien peu, et la ration autorisée est diminuée de moitié fin juin : à elles quatre¹⁹, les femmes n'ont plus droit qu'à 200 grammes de pain, et encore y est-il inclus le supplément obtenu grâce aux certificats. Blanche achète au prix fort de quoi augmenter la quantité de nourriture : elle signale à Georges qu'elle a trouvé quelques gâteaux secs à 6 francs la livre (ils valaient 0.90 franc avant la guerre).

Si Blanche ne dit jamais qu'il s'agit d'une disette, pas même d'une pénurie, on n'en est pas loin. La crise de subsistance s'atténue, en moins d'une dizaine de jours. La ration remonte à 300 grammes ; le mardi 9 juillet, elle écrit :

Depuis 2 ou 3 jours, on nous a rendu notre ration de pain entière. Cette mesure a été prise pour une semaine dans chaque département. Si cette mesure a permis de faire quelques économies de farine, c'est très bien, et pour huit jours nous n'avons pas souffert de la privation.

Blanche est bien naïve de se contenter d'une pareille explication. Elle prend conscience de la situation déplorable dans laquelle le renchérissement des denrées plonge les femmes de Saint-Julien. Le 30 juin, elle découvre l'étendue de la misère qui les accable :

*Je pense aux ouvrières du pays qui gagnent 2.50 [francs] par jour. Les salaires ici n'ont pas été augmentés elles touchent l'allocation, disent les patrons. Avec les enfants, au prix où sont toutes les choses, on ne peut arriver à comprendre ce que ces pauvres femmes peuvent manger. C'est affreux. Rose [Vildrac, femme du poète] m'écrivait hier que c'était terrible aussi en Bretagne, que maman et Jacques ont faim 6 heures sur 12*²⁰.

¹⁸ Dans les Vosges. La note 1 à la page 1062 du volume II de la Correspondance la situe par erreur en Meurthe-et-Moselle.

¹⁹ Blanche Duhamel, sa cousine Chaize, Louise Hueber, la bonne. La quantité semble très au-dessous de la ration officiellement imposée par les décrets gouvernementaux.

²⁰ Nombre de réfugiés croient trouver la sécurité en Bretagne. Le 28 janvier 1918, le député Voilin interpelle le gouvernement sur le rationnement, et tente d'alerter la Chambre et les pouvoirs publics sur la situation catastrophique où sont plongées certaines régions ; elles ont manqué de pain quatre, six et même seize jours durant. Michel Corday, atterré, constate qu'on lit à la tribune, dans l'indifférence, des lettres déchirantes. La Censure veille à ne pas laisser se répandre ce genre de nouvelles.

Agitation et désarroi

Blanche arrive dans la Loire tout juste un an après les grèves du pays minier : le mouvement reprend assez d'ampleur pour que, le 3 juin 1918, d'Alsace, un soldat travaillant pour les services du renseignement militaire demande à sa femme de lui en dire plus long :

Que devient le mouvement ouvrier de la région stéphanoise ? C'est encore là qu'il faudrait prendre les meneurs et les envoyer en première ligne.

Il y revient le 11 juin :

Ce que tu me dis des grèves de Saint-Étienne me confirme ce que je pensais : il y a de l'argent boche là-dessous²¹.

C'est une variante de plus du *leitmotiv* qui attribue à la « main allemande » toute trahison imputée aux politiciens, tout échec militaire, petit ou grand, et les troubles du monde ouvrier, quelles qu'en soient les raisons profondes. Michel Corday va plus loin dès la fin mai 1917 :

Le 28 — les journaux sont unanimes à prétendre qu'il faut voir la main étrangère dans les grèves et à réclamer de la fermeté²².

Sentiment largement partagé par une opinion publique qui, stylée par la propagande des « littérateurs du territoire » depuis 1915, voyait l'œil de Berlin dans tout ce qui pouvait ralentir la production destinée à la Défense nationale. La presse et la censure conjuguent leurs capacités pour tenter de minimiser le mouvement et de discréditer les syndicalistes qui y participent. « L'argent boche » qui subventionnerait les « «défaitistes », les « alarmistes », les agitateurs, relève du fantôme récurrent. L'argument permet régulièrement de dénoncer pêle-mêle tout ce qui ne va pas dans le sens du patriotique « effort de guerre » principalement demandé aux petites gens. On mesure, en comparaison, l'indépendance d'esprit des Duhamel, qui ne se contentent pas d'explications aussi mécaniques. Il leur arrive à tous deux de lire les journaux mais avec une telle répugnance et un tel dégoût qu'ils préfèrent chercher des renseignements plus fiables, et

²¹ *La Grande Guerre entre les lignes*, Textes rassemblés et annotés par Dominique SAINT-PIERRE, 1632 pages, en deux tomes Parution : 11 novembre 2006 ISBN : 2 910267-88-1.

²² Tome 2, page 106.

surtout, ailleurs que dans une presse aussi manipulée que manipulatrice.

Pourtant, Blanche devient plus perméable à l'inquiétude lorsque la sécurité de son enfant pourrait être menacée : peu avant d'arriver à Saint-Étienne, elle écrit à Mme Viannay pour qu'elle la renseigne sur les risques encourus. Sa peur est si manifeste qu'elle perturbe la syntaxe de ses phrases: *je lui demande un abri pour nos petits pour cette journée, j'ai tellement peur que nous arrivions dans une ville surchargée et s'il y avait des troubles ce jour-là.*

C'est bien « un abri », et pas une simple hospitalité temporaire qu'elle sollicite. Que craint-elle exactement ? Elle ne le précise pas, mais on a su que des émeutes se sont formées devant des boulangeries à Saint-Étienne. Peur sans fondement, d'ailleurs. Une fois sur place, elle ne semble pas avoir remarqué la moindre anomalie dans la ville, en tout cas rien qui puisse inquiéter son cœur de mère ou sa conscience de femme vigilante. Il lui faut plusieurs jours à Saint-Julien-Molin-Molette pour s'apercevoir de l'atmosphère lugubre qui règne sur la bourgade et pour poser à ses précieuses cousines les questions appropriées. Jusque-là, son regard s'était à peine posé sur les silhouettes qu'elle croisait dans la rue.

Vieille noblesse et nouveaux patrons

Saint-Julien-Molin-Molette présente tous les degrés de la hiérarchie sociale, du prolétariat le plus pauvre jusqu'à la noblesse ; « la comtesse » fait partie des notables; au bourg, tous connaissent la demeure qu'elle habite, La Condamine, domaine que la cousine Marie n'a pas manqué de faire admirer à Blanche, frappée à juste titre par « le beau parc » qui l'entoure.

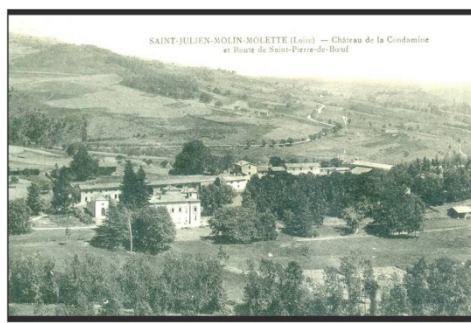


Fig : Carte postale du parc de la Condamine

Que les patrons agissent en patrons, rien d'étonnant ; mais que la comtesse se conduise comme si elle conservait

les privilèges de l'aristocratie d'Ancien régime, voilà qui a de quoi révolter Blanche, le jour même où elle prend conscience de ce qu'endurent les employées des usines. L'incident survient le 30 juin 1918 ; pendant qu'elle rédige sa lettre quotidienne à Georges, la maisonnée est bouleversée par un événement qui vient le mettre un comble au tableau qu'elle dressait de la condition ouvrière à Saint-Julien-Molin-Molette :

Ma lettre a été interrompue par une petite scène qui m'a bien émue. Les patrons d'ici ont une morgue qui les rend odieux à toute la population, la tante, qui ne se plaint jamais, vient de nous raconter une conversation qu'elle a eue avec une comtesse d'ici, qui faisait un procès à notre oncle (malade) parce qu'il avait traversé un chemin appartenant à cette dame. Cette pauvre tante, si douce, nous a raconté cette scène et ses réponses si dignes, si belles, à cette hautaine comtesse qui lui reprochait de soigner son mari comme un « petit bourgeois ». Oh ! mon dieu ! comme mon cœur bat avec ces cœurs-là et comme jamais je ne pourrai me sentir de l'autre bord ! comme les gens d'ici sont malheureux. À notre époque, c'est incroyable ! Ah ! quelle bêtise ai-je dit — à notre époque.

Je t'embrasse mon amour. Cette histoire m'a bouleversée.

Ton Blan

L'indignation de Blanche éveille celle de Georges. Le caractère féodal de l'incident ne lui échappe pas²³. La Parisienne ne soupçonnait pas qu'en République, puissent encore se rencontrer des abus indignes de son temps. L'oncle malade lui semble être un autre Jean Valjean, condamné au bagne pour avoir volé du pain, un Diderot embastillé pour avoir dit à un noble « qui descendait d'un duc » que lui « montait d'un coutelier ». Et pour quel délit ! Comment imaginer que la comtesse se sente lésée qu'on ait marché sur son chemin ?²⁴

Le 3 juillet (sans être sûr de la date à laquelle il expédie sa lettre, tant il a à faire), Georges réagit : *je pense à la scène de ta tante et de la comtesse. Mais non, mon cœur, nous ne nous sentirons jamais « de l'autre bord ». Nous n'en*

²³ Il n'est pas indifférent de voir que le même épisode (chemin privé emprunté par un villageois, procès intenté par l'aristocrate propriétaire des lieux) a lieu au début du XX^{ème} siècle à Bosville, hameau de Normandie encore sous la coupe de petits potentats locaux.

²⁴ L'incident rappelle la lettre envoyée au comte de Lastic par J.-J. Rousseau, qui écrivait insolemment que la pauvre Mme Levasseur aurait dû se sentir « trop honorée qu'un comte ait mangé son beurre » pour exiger en sus qu'il lui soit payé. La correspondance des Duhamel n'évoque pas l'épilogue donné à l'affaire opposant la comtesse à l'oncle.

sommes pas. Et comme il faut prendre un parti, le nôtre a toujours été pris. Pour la première fois, les convictions de Georges se manifestent, non pas « contre » les nantis qui infestent le pays, mais en faveur de ceux qui oppriment les plus démunis. Il ira plus loin, une fois informé de la répression des grèves à Saint-Julien-Molin-Molette et de la condition faite aux ouvrières.

Souffrances de femmes



Fig. : Laveuses de linge dans le Ternay

Les historiens n'ont pas pris toute la mesure des bouleversements induits par la guerre jusqu'aux tréfonds des individus. Focalisés sur les phénomènes massifs, ils ont sous-estimé des indices qui n'occupent que de toutes petites places dans les sources écrites et dans les témoignages du temps. Les études « de genre »²⁵ combleront petit à petit les lacunes ; il n'en reste pas moins que malgré leur confidentialité ou leur rareté, elles décrivent une réalité de première importance, que les témoins rapportent avec une pudeur bien dans l'esprit du temps ; Michel Corday consacre une brève entrée de son journal à un de ces détails dont il raffole, parce qu'il manifeste la profondeur du traumatisme physiologique et psychique que la guerre a infligé aux femmes :

²⁵ Anglicisme : parmi les rares *gender studies* portant sur la guerre de 14, on consultera *La femme au temps de la guerre de 14* de Françoise THEBAUD, Paris 2005.

Novembre 1914 — Les médecins constatent que les périodes mensuelles des femmes ont été bouleversées par la guerre.

Corday a bien raison de relever le fait : à ma connaissance, il est le seul à y prêter attention pour les civiles de la France restée libre, alors qu'après l'armistice, les préfets mentionneront le même phénomène dans leurs rapports sur les régions envahies, chiffres à l'appui dans le cas « bien connu » des Ardennes, dit Françoise Thébaud²⁶. Aménorrhées et dysménorrhées ne ressurgiront que chez les déportées pendant la seconde guerre mondiale. On traverse alors des épreuves jusque-là inimaginables, auxquelles les uns et les autres ont plus ou moins de mal à s'adapter. Les femmes de Saint-Julien-Molin-Molette supportent leur nouvelle condition jusqu'aux limites de leurs forces, et lorsque ces limites sont dépassées, leur grève est à la mesure du désespoir qui les y a poussées²⁷.

Les ouvrières n'ont pas les revendications des « munitionnettes » ou de leurs congénères masculins. Alors que les prix s'envolent, leur modeste salaire ne dépend que de leur courage et de leur endurance au travail ; mais il ne leur permet plus de faire face.

Il y a eu cet hiver des grèves assez violentes. Les ouvrières sont les plus fortes journées s'élèvent à 3.50 demandaient 1 franc d'indemnité de cherté de vie. Elles ont tenu deux mois, les malheureuses, et les patrons ont été irréductibles. Elles ont fini par céder et quand je pense à toute cette haine qu'il doit y avoir dans ces bruyantes usines, cela me fait mal. Ce pays-là est en retard d'une façon incroyable. Les patrons des grosses fabriques se croient des seigneurs.

Quels sont ces patrons ? Ceux de Saint-Julien-Molin-Molette sont les pires à des lieues à la ronde : la rumeur publique en rapporte les abus et fait jaser à Bourg-Argental : *j'ai entendu dire l'autre jour notre cousin de Bourg dire que ce qui s'est passé à Saint-Julien était abominable et au contraire il parlait avec une grande affection de son patron de Bourg. Sa femme pouvait gagner 6 francs par jour avant la*

²⁶ THEBAUD, p.54 : *sur 2066 observations, 367 jeunes filles n'ont jamais eu de règles, 555 femmes de 15 à 40 ans les voient supprimer pendant une période allant de 3 à 12 mois, 506 les voient disparaître prématurément...*

²⁷ Le désespoir n'est pas l'apanage des civils ; le 1^{er} juin 1918, un infirmier militaire né à Saint-Julien-Molin-Molette s'est donné la mort par pendaison à Roanne.

guerre, c'était beau cela et avec la vie facile d'autrefois, c'était la richesse.

À Saint-Julien tout un personnel féminin travaille dans les fabriques de ruban, dont la guerre a favorisé le chiffre d'affaires. Jamais on n'a décerné autant de décorations aux militaires du front et de l'arrière. Jamais on n'a cousu autant de galons, de brisques et de chevrons sur les uniformes.

Il y a maintenant la fourragère rouge, couleur de la Légion d'Honneur. Quelle joie pour les passementiers, cette floraison diaprée de distinctions, s'exclame Michel Corday en août 1917. De fait, la fourragère est portée par tout un régiment de plusieurs milliers d'hommes. Même certaines coquettes se parent d'accessoires imitant ceux des soldats, lorsque la « mode poilu » se répand. Les passementiers font donc authentiquement partie des profiteurs dont Corday dit qu'ils ont intérêt à ce que les hostilités s'éternisent : les fournisseurs de l'armée prospèrent sous « la source dorée ». La correspondance des Duhamel n'entre pas les détails et ne nomment jamais ces patrons qui se croient les rois.

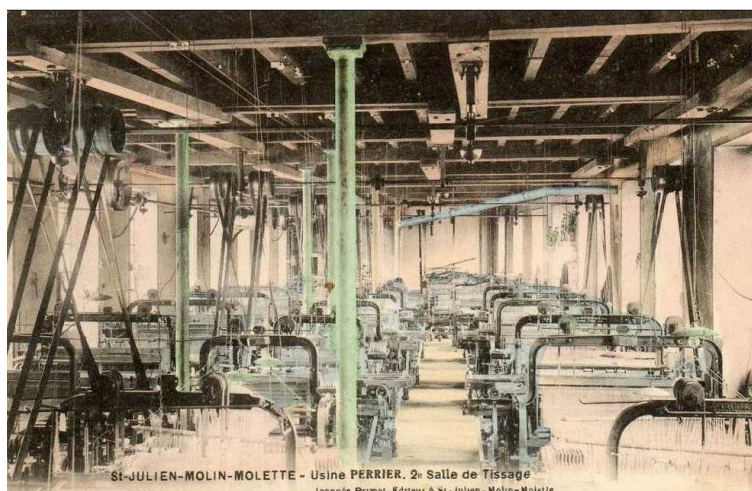


Fig. : Les métiers à tisser de la manufacture Dussuc

Il doit s'agir principalement de l'usine Dussuc-Corompt²⁸, de la manufacture Perrier et accessoirement de la bijouterie religieuse Cabut-Viollet, « Fabrique de Croix en tous genres » : une facture atteste que des liens commerciaux unissaient les négociants locaux entre eux.

²⁸ Pour plus de détails, voir le fonds d'archives privées **Tissages Dussuc-Corompt (Saint-Julien-Molin-Molette)**, 219 J, aux Archives départementales de la Loire.



Du reste, peu importe leur nom. Blanche n'en nomme aucun et semble considérer que tous se sont valu en la circonstance et qu'ils s'étaient fixé une seule et même ligne de conduite en cas de grève : ne rien concéder. En fin de compte, ils ne concédèrent rien.

Grèves de classe et grèves de femmes

Qu'on ne s'y trompe pas. Un abîme sépare les ouvriers mobilisés en usines ou dans les mines stéphanoises et les petites ouvrières des fabriques de Saint-Julien-Molin-Molette. On a beau chercher, les points communs sont infimes. À Saint-Étienne, un prolétariat plus nombreux que jamais, capable de faire bloc derrière ses leaders syndicaux, ayant l'expérience des conflits du travail face à un patronat puissant : Antoine Durafour²⁹, député de la Loire, soigne son électorat populaire. En 1917 il interpelle plusieurs fois le gouvernement pour obliger les pouvoirs publics à verser l'augmentation du « prêt », toujours due aux soldats de la Loire, des mois après son octroi; les ouvriers sont des hommes et à ce titre, des citoyens qui votent.

Les femmes n'ont pas ce droit et ne prennent que rarement ceux qu'elles ont. Bien peu sont syndiquées ou

²⁹ Selon le *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940* (J..Joly) (site Internet de l'Assemblée Nationale), Antoine Durafour cumula les mandats. Conseiller général le 6 août 1907, dans le canton Est de Saint-Étienne, le mandat lui fut renouvelé en 1919, 1925 et 1931. Vice-président de l'Assemblée départementale de 1914 à 1919.. En 1910, député dans la deuxième circonscription de Saint-Étienne II fit voter de nombreuses lois sociales, soit comme député soit comme ministre. Pendant la Première Guerre mondiale, il obtient le vote de la loi des « 5 sous pour les poilus » et veilla à sa bonne application.

membres d'un parti politique, même en 1918³⁰. Que l'on considère l'exemple de Rosine, jeune fille employée aux tissages de Saint-Julien; lorsqu'elle se présente pour entrer au service de Blanche, celle-ci lui demande pourquoi elle a dû renoncer à un travail dans lequel elle excellait : *elle tenait deux métiers et était très bonne ouvrière et très habile. Elle arrivait à gagner 100 francs par mois en moyenne, ce qui est, paraît-il, très beau ici*³¹.

Dans l'industrie de guerre, la rémunération est horaire et les salaires sont réglementés par le Ministère de l'Armement. Les augmentations se succèdent au point qu'en 1918 une ouvrière parisienne pouvait gagner de 7 à 14 francs par jour, du moins en principe. En province, la loi est largement ignorée ; pour reconnues que soient son habileté et sa dextérité, Rosine ne peut guère espérer gagner que deux, voire trois fois moins. Ses compagnes de travail ne gagnent que de 1.75 à 2.50 francs par jour. À Saint-Julien-Molin-Molette, les patrons se singularisent par leur cupidité. Ce sont eux et eux seuls qui font la loi en matière de salaire. Les employés de Bourg-Argental se croient favorisés lorsqu'ils évoquent l'exploitation que subissent les ouvrières de Saint-Julien, et les plaignent, mais de loin. Le cousin de Blanche les patrons de Saint-Julien-Molin-Molette font l'unanimité contre eux, même parmi les leurs :

*Ils ont été très mal jugés par les fabricants des autres pays*³². *Ceux de Bourg n'ont pas attendu la grève pour donner aux ouvrières l'indemnité. Saint-Julien est considéré comme un pays très en retard et ses patrons comme d'anciens seigneurs, écrit Blanche dans sa longue lettre du 2 août.*

L'indemnité dont il est question, dite « de vie chère », s'élève à un franc par jour ; le prolétariat ouvrier l'avait attendue, réclamée et, dans la plupart des cas, obtenue à l'issue des grèves de 1917, massives et relativement courtes : les patrons avaient cédé, l'on s'était entendu sur un

³⁰ Françoise Thébaud donne le chiffre de 1 500 femmes inscrites à la S.F.I.O., proportion insignifiante (2% des adhérents), p. 34.

³¹ À titre indicatif, une réclame pour une bouteille de Badoit indique qu'elle coûte 40 centimes, et que vide, elle se reprend 10 centimes. Les féministes se sont insurgées contre ce genre d'appréciation ; F. Thébaud évoque une de leurs revendications — toujours d'actualité un siècle plus tard : « à travail égal, salaire égal » et rappelle que les militantes ne voulaient plus jamais entendre dans la bouche de quiconque : « 4 francs, 5 francs, c'est une belle journée pour une femme. » (p. 187).

³² Comprendre : « des localités avoisinantes ».

compromis assorti d'une vague promesse d'améliorer les conditions de travail.

La Loire n'avait pas rejoint les amples conflits du printemps, initiés par les femmes. Cependant, des pelotons de gendarmes surveillent les unités de production qui travaillent pour la Défense.

Le gendarme Gardet présent à Roanne un an plus tôt, en mai 1917, a écrit³³ trois cartes postales, le 7, le 10 et le 12 mai, dans lesquelles il décrit le rôle que tiennent les brigades dans la surveillance de l'arsenal, alors en grève. Les détails qu'il donne (et qui ont échappé à la censure) méritent que l'on en cite le texte :

Roanne, le 7 mai 1917

Chère amie et chère filleule, c'est avec grand plaisir que j'ai reçu votre bonne lettre ce matin à 9 heures alors que j'étais couché, car je revenais de passer la nuit sur les chantiers de l'arsenal, de 6 heures du soir à 6 heures du matin quoique il n'y a plus de grévistes, il faut aller quand même sur les lieux aux heures de rentrée. Il y a 3 équipes de gendarmes la 1^{ère} de 4 heures du matin à 1 heure, la 2^{ème} de 11 heures ½ à 6 heures et la 3^e de 6 heures du soir à 6 heures du matin. il n'est pas encore question de nous renvoyer dans nos brigades.

Roanne, le 10 mai 1917

Chère amie et chère filleule, je pense que vous avez bien reçu les 2 autres cartes que je vous ai envoyées. Nous sommes toujours à Roanne quoique la grève est finie, mais il paraît que l'on va nous envoyer à soit à St-Etienne Firminy ou ailleurs pour la grève des mineurs. A chaque instant nous attendons l'ordre de partir. (...)

Gardet

Roanne le 12 mai 1917

Chère amie et chère filleule, nous sommes toujours à Roanne quoique la grève est terminée. Voilà trois cartes que je vous ai adressées et je ne reçois aucune nouvelle de vous, seriez-vous malades ou bien mes cartes ne vous seraient-elles pas parvenues. Aujourd'hui je mets un timbre sur ma lettre que je vais poster à la gare.

Si on reste à Roanne c'est en prévision des grèves qui se préparent à St-Etienne, Firminy, le Chambon ou ailleurs. En

³³ Collection personnelle.

attendant de vos nouvelles, recevez chères amies mes meilleures amitiés.

Gardet gendarme détaché à Roanne (Loire).

Les syndicats ne se mobilisèrent que plus tard, pour défendre Clovis Andrieu, militant anarchiste que l'on voulut brusquement renvoyer parmi les unités combattantes. Du 27 novembre au 7 décembre 1917, la protestation par la grève fit tache d'huile, paralysa la métallurgie et les mines et ne cessa qu'à la création d'une commission qui statuerait sur le cas Andrieu et l'octroi de la prime de vie chère. Seule la manufacture d'armes n'avait pas pris part au mouvement. Le gouvernement s'attendait certainement à des troubles, voire à un soulèvement de type révolutionnaire, que l'on craignit plus encore l'année suivante³⁴. Il n'eut pas lieu.

Tandis que le département retrouvait provisoirement son calme et que les hommes reprenaient le travail, les femmes de Saint-Julien « se croisèrent les bras » à une date que Blanche ne précise pas, pendant « l'automne » 1917. Comment la grève s'est-elle déclenchée ? Y a-t-il eu un abus, une brimade de trop, un acte de désespoir, une soudaine prise de conscience qu'il n'y avait pas d'alternative, que même en se tuant à la tâche, il devenait impossible de survivre. À supposer qu'elles aient entendu parler des succès remportés par leurs consœurs, grévistes au printemps précédent, dans le textile et l'habillement, et par les « munitionnettes », pourquoi attendre plusieurs mois, au lieu de rejoindre le mouvement général ? De telles questions sont condamnées à rester sans réponse, sauf à trouver les réponses dans des archives privées et des sources locales pour l'instant inaccessibles.

Elles n'ont pas emboîté le pas à leurs camarades masculins, et leurs revendications n'ont rien à voir avec celles des hommes, ni avec celles des femmes grévistes du printemps.

Une grève unique en son genre

CHRONOLOGIE DES GREVES

Dans ses lettres, Blanche présente les faits sans autre ordre que celui dans lequel elle recueille ses informations, en fonction des questions de Georges et selon le témoignage de

³⁴ Michel CORDAY, tome 2, p. 253 : « Juin 1918 — deux divisions d'élite étaient dans la Loire, où elles réprimaient durement les grèves, quand se déclencha l'attaque allemande du 27 mai sur l'Aisne ». De rares *soviets* disparurent aussi vite qu'ils étaient apparus. Aucun ne s'était formé dans la Loire.

Rosine. Du coup, la chronologie reste floue ; pour la clarté du propos, le tableau ci-dessous récapitule la succession des événements :

Date	Événement	Motif	Lettre du :
Automne (ou Hiver) 1917	Début de la première grève , sans doute en septembre ou octobre 1917 ; durée : 2 mois	Indemnité légale de cherté de la vie (1 franc par jour)	N°2171 1er juillet 1918, p.1091. - N°2237 2 août 1918, p. 1175.
« Deux mois » plus tard (octobre 1917)	Les grévistes finissent par céder. Fin probable de la première grève en octobre 1917.	Echec : les patrons leur opposent qu'elles ont l'allocation.	N° 2 2 3 7 2 août 1918, p. 1175.
27 novembre – 7 décembre 1917	Grèves ailleurs dans la Loire	Semaine anglaise Hausse des salaires Indemnité de vie chère	[voir les références dans le corps du texte]
Fin 1917	Les patrons promettent de revoir la question de l'indemnité trois mois plus tard (vers mars 1918).		N° 2 2 3 7 2 août 1918, p. 1175.
1918			
Janvier 1918	« au bout des trois mois ».	Suppression de l'indemnité Chômage quelques jours par semaine sans salaire sous prétexte que le charbon manque. Début de la deuxième grève.	N° 2 2 3 7, 2 août 1918, p. 1175.
Janvier – février	Grève de sept semaines Les patrons refusent toute négociation.		N° 2 2 3 7 2 août 1918, p. 1175.
Pendant les sept semaines	Interventions (pas de noms) « On est venu de partout » pour régler le conflit.		N° 2 2 3 7 2 août 1918, p. 1175.

Février	Echec des interventions extérieures. « Il a fallu céder ».	Refus des patrons.	N° 2 2 3 7 2 août 1918, p. 1175.
Février	Répression : les gendarmes fraternisent avec les femmes. Actions de femmes contre la guerre à Saint-Étienne, à Firminy, au Chambon. Courrier contrôlé et saisi par la censure militaire.		THEBAUD, p. 262.
Mars 1918	Meeting de Merrheim perturbé par des provocateurs armés à Rive-de-Gier.		C O R D A Y, mars 1918, tome 2, p. 98.
31 mai 1918	Blanche arrive dans la Loire où règne un climat de tension : « on redoute des troubles.		N° 2018, 2 juin 1918, p. 1010.
Juin 1918	Deux divisions d'élite envoyées dans la Loire depuis le 27 mai en vue de « troubles éventuels ».		C O R D A Y, mars 1918, tome 2, p. 253.
30 juin 1918	Incident avec la comtesse. Première évocation des grèves de Saint-Julien-Molin-Molette et de leurs motifs.		N° 2189, 30 juin 1918, p. 1088-1089.
Entre le 30 juin et le 22 septembre Blanche consacre plusieurs lettres aux grèves et à la misère des ouvrières, surtout celles du 1 ^{er} juillet et du 2 août.			
25 juillet 1918	Georges demande de plus amples renseignements sur la grève à Saint-Julien, pour son confrère Lamare « qui connaît un philanthrope ».		Lettre de Georges, n° 2 2 2 0, p. 1155.
Août	Permission de Georges à Saint-Julien.		
3 septembre 1918	Blanche embauche Rosine, qui complète le récit des grèves.		N° 2270, p. 1219.
Nuit du 21 au 22 septembre	Cortège des conscrits de Saint-Julien-Molin-Molette.		N° 2315, p. 1267.
22 septembre 1918	Blanche quitte la Loire avec son fils et Rosine.		Idem
	Rosine enceinte retourne chez elle.		
1919			
Toujours mobilisé, Georges est muté à l'hôpital temporaire de Saint-Étienne. Il ne retourne pas à Saint-Julien-Molin-Molette.			

Légende : en rouge, date certaine. En violet, événements importants dans la Loire.

*

Partout ailleurs en France, les grèves avaient porté ou portaient sur trois points :

-L'adoption de la « semaine anglaise », c'est-à-dire l'octroi d'une demi-journée de repos le samedi après-midi s'ajoutant au dimanche.

-l'augmentation des salaires, qui ne rattrapaient pas la flambée des prix.

-l'indemnité de cherté de la vie.

Aucune de ces grèves ne dura plus de deux semaines dans le pays. Aucune ne se solda par un échec, même si les négociations n'aboutirent qu'après une ferme intervention des pouvoirs publics. Même la presse se dispensa d'assimiler les joyeux cortèges de femmes réclamant leur droit à des viragos hystériques exaltées par une effervescence printanière³⁵.

Les ouvrières de Saint-Julien-Molin-Molette décident la grève pour réclamer à leur tour le franc supplémentaire de cherté de la vie. Elles n'ont pas d'autre revendication. Ce tout petit franc, qui ne suffit pas à compenser la flambée des prix, cristallise soudain tous les espoirs, comme si, ajouté à l'allocation que perçoivent les femmes de mobilisés (1.50 franc plus 0.50 par enfant³⁶) il allait soulager leur pauvreté. Mais il vient augmenter d'un tiers le salaire de la plupart des ouvrières que Blanche Duhamel chiffre grâce aux indications de sa cousine. Les moins habiles, c'est-à-dire la grande majorité, ne parviennent guère à gagner qu'un franc 75 à 2 francs 50 par jour, et ce sont les « salaires les plus courants ». Ils sont largement, très largement inférieurs à la moyenne nationale, inférieurs à celui des hommes exerçant le même métier, inférieurs à ceux de l'industrie de guerre.

Octobre 1914 — Un fabricant d'acier pour obus, auquel on rend des soldats comme ouvriers, me dit : « je vais enfin

³⁵ Exception faite du journal *Le Temps* et d'André KAHN, *Journal de guerre d'un juif patriote, 1914-1918* / [André Kahn] ; publié par Jean-François Kahn, Éditeur scientifique c1978.

³⁶ Un kilo de bifteck coûtait 3.80 francs avant la guerre, 5 francs en 1917 et près de 8 en 1918. Dans un budget ouvrier, l'alimentation constitue la dépense majeure. Le « terme » compte moins, car les logements sont souvent insalubres et exigus. De plus, un moratoire sur les loyers avait été décrété par le gouvernement pour la durée de la guerre.

savoir ce que les ouvriers peuvent rendre au maximum. Car s'ils ne travaillent pas, je les renvoie au front »³⁷.

Toute la morale patronale tient dans ces propos cyniques, qui énoncent clairement les termes d'un authentique chantage : s'éxténuer au travail ou mourir au front. Les patrons tinrent parole, au nom des besoins patriotiques et sans mettre en avant les prodigieux bénéfices réalisés. Ils n'avaient pas besoin de recourir à de telles pressions sur leurs ouvrières : la paie varie avec le rendement. Le besoin de gagner sa vie suffit à garantir l'obéissance et la discipline exigées par les chefs. Sans surprise, le pouvoir discrétionnaire des dirigeants d'entreprise s'exerça librement surtout aux dépens de la main d'œuvre féminine. Il fallut attendre le 1^{er} juillet 1917 pour qu'Albert Thomas, sous-secrétaire d'état au ministère de l'Armement, publie une circulaire relative au travail féminin. Réformiste et productiviste, le socialiste voulait adapter le capitalisme aux besoins de la guerre et entendait surtout « utiliser [l'ouvrière] rationnellement et avec de grands ménagements car elle représente une réserve d'avenir qui doit être sauvegardée dans son intégrité ». Position toute idéologique, fidèle reflet des conceptions de ses contemporains. L'ouvrière est une « ressource humaine » avant la lettre, mère et ménagère avant tout, « muscle et utérus », comme l'écrit abruptement Françoise Thébaud. Dans les faits, nul ne se souciait des salaires et des conditions de travail des femmes dans les secteurs où elles étaient majoritairement employées depuis des décennies, comme celui du textile. Pour peu que ce fût la seule industrie dans une localité, comme à Saint-Julien-Molin-Molette, la guerre ne fit qu'aggraver la surexploitation des femmes.

La guerre a-t-elle changé les conditions de travail des ouvrières de Saint-Julien ? Sans doute bien peu. Ni la longueur des journées, ni la rémunération n'ont été modifiées. Les historiens de la période s'accordent pour dire que la population ouvrière féminine payée à la tâche s'est distinguée par sa résignation et son acharnement à travailler plus pour gagner plus. C'est que les charges de famille restaient les mêmes, alors que l'éloignement des hommes les privait le foyer de salaires qui constituaient le principal

³⁷ Michel CORDAY, tome 1, p. 24.

des revenus de la famille, là comme partout en France³⁸. Mais il y a des limites au-delà desquelles l'organisme ne peut aller : dès son arrivée, Blanche est frappée du teint « hâve et gris » des ouvrières du village. Les médecins ont observé le surmenage et le dépérissement des ouvrières d'usine, épuisées par des besognes difficiles et répétitives. Quant aux industriels, le travail fourni par les femmes les satisfait unanimement. Elles sont assidues, consciencieuses, elles ne s'enivrent pas, et surtout, elles sont dociles et rarement syndiquées. On supporte la misère qu'on ne peut éviter, on s'en remet à « la Providence »³⁹. En voici un témoignage : de Saint-Julien-Molin-Molette, l'une d'entre elles envoie à un soldat de sa famille, son frère ou son neveu, une lettre que bien d'autres ouvrières auraient pu écrire :

Saint-Julien-Molin-Molette, 9 — 6 — 1916

Mon cher Auguste

Je te remercie beaucoup de la carte que tu m'as envoyée où je vois que tu es toujours en bonne santé mest tu ma bien laire de tennuyée [au sens fort de « sombrer dans le désespoir »]⁴⁰ il faux essayer de se surmontée un peux que veux tu mon pauvre je comprend très bien que la disipline [discipline] est bien durre que veuxt tu tache de prendre ton sord en braves la providence ta edée jusque maintenant elle t'aideras bien encore à suportée tes peines, chacun à bien c'est misères a combattre il est vrai que cette année cest encore pire que dabitude tous les ennuis est les tourmen que nous cause cette maudite guerre mest nous esperons que tous ceras fini bientôt et que l'on auras le plaisir de se revoir tousse en famille plus tot que l'on ce croix (...).

Ce « que veux-tu » qui revient deux fois sonne comme un « à quoi bon », comme si les tourments et les peines

³⁸ La solde des mobilisés est si modeste que non seulement les soldats n'aident pas leur famille, mais que ce sont bien souvent leurs proches qui doivent leur envoyer des colis et des billets de francs. La zone des armées était devenue un paradis pour les mercantis qui augmentaient leurs prix sans vergogne.

³⁹ Les Duhamel sont libres-penseurs. Blanche ne parle jamais de religion et ne dit pas si les ouvrières sont endimanchées pour aller à la messe. L'édition d'une carte postale du Congrès eucharistique de 1910, celle qui représente « les écoles libres », c'est-à-dire non-laïques, et la « procession » qu'évoque Blanche semblent bien indiquer que Saint-Julien-Molin-Molette n'est nullement déchristianisé ; la guerre a dans l'ensemble redonné de la vigueur au sentiment religieux.

⁴⁰ L'orthographe montre un niveau d'éducation primaire, et le style est celui du langage parlé, avec ses formules toutes faites. La dénonciation de « cette maudite guerre » fait une retentissante apparition dans la correspondance entre le front et l'arrière au moment des vœux de nouvelle année, fin 1915.

endurées relevaient d'une invincible et ancestrale fatalité. Son état d'esprit est celui de la plupart des Françaises de 1916. La résignation étouffe encore toute velléité de protestation. Si la grève a fini par s'imposer aux femmes de Saint-Julien, nul doute que des mois durant, elles ont essayé de «se surmonter » avant de passer à la lutte ouverte contre leurs patrons.

Automne 1917

Blanche consacre trois lettres au sort des ouvrières de Saint-Julien : un court paragraphe, le 30 juin, décrit les salaires de misère qu'elles touchent ; les patrons ne les ont pas augmentés, sous le prétexte qu'elles « ont l'allocation ». « C'est affreux », dit-elle. Le 1^{er} juillet, elle mentionne pour la première fois « les grèves assez violentes » qui ont bouleversé la bourgade ; « elles ont tenu deux mois, les malheureuses », et à cause de l'inflexibilité des patrons, « elles ont cédé ». Deux mois sans autre ressource que l'allocation militaire, dont le montant est lié aux nombres d'enfants à charge, à peine quelques francs⁴¹, c'est à se demander comment elles ont survécu, elles et leurs nombreuses familles⁴². Mais, le 2 août, stimulée par l'espoir que Georges et son confrère, le docteur Lamare, vont pouvoir intercéder pour les femmes de Saint-Julien, Blanche trace un tableau plus détaillé du déroulement des événements : ce n'est pas une, mais deux grèves successives que les ouvrières ont menées. De plus, les salaires journaliers de 2.50 francs ne font pas une semaine de 15 francs 50, ni des mois de 62 ou 63 francs : lorsqu'un tissage est achevé, l'ouvrière le démonte et remet en train le suivant sur son ou ses métiers, opération qui peut prendre plusieurs jours. Or, ce travail est considéré comme nul et ne donne droit à aucune rétribution ; les patrons paient « à la tâche », comme on dit à l'époque, et tant pis pour les moins productives.

Les ouvrières ont cessé le travail pour réclamer l'indemnité de vie chère, dont elles savent qu'elle existe et qu'elle leur est légitimement due. Sauf peut-être dans la région parisienne, les patrons ont tous les droits en matière de cadences de travail et de rémunération, mais pas celui de refuser l'indemnité. Dans un premier temps, les grévistes obtiennent satisfaction fin 1917. Mais elles ont affaire à un

⁴¹ Voici les montants exacts (par jour) : 1.25 pour la femme, 0.50 par enfant vivant à charge ; à compter du 4 août 1917, 1.50 pour la femme, 1.00 franc par enfant, au lieu des 75 centimes alloués depuis le 31 mars 1917.

⁴² Voir plus haut « les tribus ».

patronat retors, qui assortit l'octroi de l'indemnité de conditions ambiguës: on leur promet de verser le franc pendant trois mois, après quoi « on verrait ». Cette première grève n'avait été ni un succès, ni un échec. Les fabricants avaient lâché des miettes, juste assez pour que les ouvrières se remettent au travail.

Néanmoins, à l'échéance des trois mois, en janvier 1918, « on vit » ce que les patrons avaient en tête. Non pas une nouvelle négociation pour réévaluer les salaires ou réajuster le pouvoir d'achat, mais la suppression pure et simple de l'indemnité accordée l'automne précédent. Une mesure de ce genre était impensable ailleurs, sans provoquer une protestation syndicale massive, car il va de soi qu'entre-temps, les prix n'avaient pas cessé d'augmenter. Mais Saint-Julien-Molin-Molette et ses quelques centaines d'habitants n'est pas Saint-Étienne ni Annonay, ni même Bourg-Argental. Les propriétaires des manufactures résident sur place et imposent leur loi : ils sont en situation de monopole ; on travaille chez eux, ou l'on ne travaille pas. Les autorités municipales n'ont, semble-t-il, pas voulu ou pas pu intervenir dans le conflit⁴³. Quant à la comtesse on l'imagine mal intercédant charitablement en faveur des grévistes.

Blanche est généreuse mais elle n'a pas la tête politique. Le terrain social et les conflits du travail lui sont étrangers. Sa pitié et son indignation n'ont nul besoin de citer les noms, de préciser les dates et de récapituler le déroulement de la grève, les éventuels incidents auxquels elle a donné lieu ; elle les entoure toutes de sa compassion et ne songe jamais à faire appel. Comment la grève a-t-elle été organisée —s'est-elle seulement organisée ? Les ouvrières ont-elles débrayé l'une après l'autre, par petits groupes de camarades, ou collectivement, à un moment choisi en assemblée générale ? Avaient-elles choisi des porte-parole pour rencontrer les patrons ou ont-elles suivi les femmes les plus déterminées ? On l'ignore. Aucun groupe syndical ne semble avoir donné de mot d'ordre ni élaboré de plate-forme revendicative. Ce qu'elles demandent est dérisoire, et ce n'était que leur droit. Elles n'imitent pas, elles improvisent, avec leurs modestes moyens, et le moyen principal consiste à durer le plus longtemps possible. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la grève est spontanée, déclenchée localement par le désespoir et l'urgence de *faire quelque chose* pour obtenir une ressource de plus, si minime soit-elle.

⁴³ On ne peut exclure que la mobilisation ait amoindri son effectif ou que le maire et ses adjoints aient été les patrons eux-mêmes. Je n'ai pu vérifier aucune des deux hypothèses.

La grève de l'hiver 1917

Lorsque leurs patrons suppriment le franc journalier, ces « malheureuses » femmes comprennent qu'on les a dupées. La perte est insupportable, l'hiver de la moyenne montagne rendra la misère encore plus certaine et plus effrayante, car le charbon, le précieux charbon s'ajoutera aux dépenses alimentaires. « C'est la pénurie de charbon qui soulève le plus de protestation et engendre les plus grandes souffrances. On est mort de froid pendant la guerre », écrit Françoise Thébaud⁴⁴. Dans sa lettre du **XXXXXX** Blanche résume les phases successives du conflit :

Au bout de ces trois mois, non seulement ils ont supprimé l'indemnité mais le charbon faisant, paraît-il, défaut, ils ont annoncé que l'on ne travaillerait plus que quelques jours par semaine ; il y a eu une nouvelle grève. Les patrons ont refusé absolument de discuter et d'entendre qui que ce soit. On est venu de partout essayer de trouver un terrain d'entente, ils n'ont voulu entendre personne. Cette grève a duré 7 semaines. Et puis comme à Saint-Julien il n'y a pas d'autres moyens de gagner sa vie en dehors des fabriques, que ces malheureuses femmes ne pouvaient pas s'exiler, que les fabricants sont des rois, il a fallu céder. Ils n'ont pas repris tout le monde et beaucoup ont dû quitter le pays.

Cette fois-ci, l'affaire prend une autre dimension. L'abus de pouvoir dont les ouvrières sont victimes se double d'un déni de justice.

Jamais une grève n'a débouché sur une pareille catastrophe : licenciement de 100 grévistes, qui doivent même quitter la ville, chômage hebdomadaire prolongé, aggravation des conditions de travail, car les maîtres font payer leur grève aux ouvrières, même à la tisserande remarquable qu'est Rosine, capable de conduire deux métiers à la fois :

Qu'elle est gentille ! s'écrie Blanche le 8 septembre 1918. Elle paraît si reconnaissante de la plus petite attention qu'on a pour elle. Elle a fait la grève comme les autres et elle qui paraît si douce semble en avoir beaucoup souffert. Son patron que Marie croyait meilleur que les autres, s'est vengé sur elle toutes, paraît-il, de cette grève, en lui faisant toutes sortes de petites méchancetés sournoises depuis.

⁴⁴ THÉBAUD, p. 216.

Parmi les victimes de cette vengeance sordide, Rosine préfère s'engager comme bonne, à 30 ou 40 francs par mois pour fuir l'usine, quitte à perdre un salaire que Blanche trouve « beau », avec ses 100 francs par mois⁴⁵.

Entre deux grèves

Mais que s'est-il passé à Saint-Julien pendant le court laps de temps qui sépare les deux grèves ? L'hiver, les dettes, le refus du crédit, la faim. Mais écrire ne coûte que le prix du papier ; sous franchise postale, le courrier a fait connaître les raisons qui ont provoqué le conflit précédent et sa déplorable issue aux compagnons, aux pères, aux fils ou aux maris travaillant dans les usines de guerre. L'histoire a couru, les lettres ont été lues à d'autres. Des permissionnaires ont dû se rendre compte sur place de la misère qui règne dans leur famille⁴⁶. Quelqu'un a fini par raconter l'affaire, en comparant la détresse des femmes de Saint-Julien aux récentes conquêtes syndicales de l'année 1917 dans le département. L'étendue du scandale a fini par émouvoir des personnages influents mais ni leur notoriété, ni la ténacité des femmes, n'ont suffi pour fléchir les chefs d'entreprise, pas même pour obtenir d'eux une négociation.

Comparaisons

Je l'ai souligné, durant toute la guerre, tous secteurs confondus, aucune grève n'a duré aussi longtemps que celle de Saint-Julien-Molin-Molette : les 81 ouvrières d'une fabrique de fusils, à Puteaux, cessèrent le travail le 29 juin 1916 tinrent tête au marquis de Dion jusqu'au 11 juillet, date à laquelle un compromis est trouvé à l'instigation du ministère de l'Armement : le nouveau tarif de rémunération (aux pièces) serait révisé au bout de six semaines, de telle sorte que le pouvoir d'achat reste comparable à celui d'avant. Douze jours de grève pour une modeste victoire, regardée avec sympathie par l'opinion, la presse ayant rendu compte de ce pittoresque événement. Une grève de quatorze jours, celle des cousettes, en mai 1917, reste dans les annales comme la plus longue que l'on ait connue. Mais le secteur de

⁴⁵ Voir note 28.

⁴⁶ Le salaire des ouvriers mobilisés en usine fait l'envie de tous, et les combattants se plaignent avec amertume de la différence de rétribution entre ceux qui versent leur sueur et ceux qui versent leur sang pour 20 sous par jour.

l'habillement, très féminin, comprend la confection des uniformes et à ce titre, l'intervention des pouvoirs publics ne peut tarder. À Saint-Julien, aucune manufacture ne fournit directement les armées en accessoires indispensables à la poursuite de la guerre. Le choix de laisser « pourrir » le mouvement est donc, si l'on peut dire, judicieux et délibéré ; il est politique, puisque la grève est circonscrite à une unité de production d'importance négligeable, ne mobilisant que quelques dizaines de femmes isolées aux confins de l'Ardèche et qui depuis longtemps, n'ont pas d'autre choix que de se soumettre à l'arbitraire de patrons solidement implantés.

Syndicats et recours extérieurs

Pourquoi rompre la paix sociale revenue fin 1917, alors que les syndicats ouvriers de la région stéphanoise ne se sont jamais solidarisés avec les ouvrières en grève? La lutte de classes ne s'intéresse pas aux droits des femmes. C'est la position de la C.G.T. Le ministère lui-même veut bien concéder que le main d'œuvre féminine n'est pas une main d'œuvre comme les autres, et quelques commissions et autres « comités Théodule » ont été chargés de suggérer des aménagements, mais seulement dans les grandes usines⁴⁷ Un des socialistes les plus en vue, un « minoritaire » de la C.G.T., Alphonse Merrheim, secrétaire de la puissante Fédération des Métaux, ne cache nullement son hostilité envers une main d'œuvre qui concurrence sérieusement le travail des hommes, en raison de l'intérêt qu'ont les patrons à employer des femmes qu'ils paient moins pour la même tâche. À Cherbourg, le 10 décembre 1916, il avait déclaré : *Quelle que soit l'issue de la guerre, l'emploi des femmes constitue un grave danger pour la classe ouvrière. Lorsqu'ils reviendront du front, il leur sera difficile de lutter contre ces dernières qui auront acquis une certaine habileté et toucheront des salaires inférieurs.* Déjà venu dans la Loire au plus fort des grèves de 1917, ce même Merrheim y tient des meetings houleux, en particulier à Rive-de-Gier. À l'entrée, écrit Michel Corday en mars 1918, la police a distribué des revolvers dans l'espoir de créer des troubles factices assez forts pour justifier l'arrestation de l'orateur. Contrairement aux munitionnettes qui demandent une hausse de salaire et la Paix, les ouvrières de Saint-Julien n'ont jamais rêvé de révolution prolétarienne. Les syndicats se sont abstenus sur des bases corporatistes et leur misogynie de principe a condamné tout élan de solidarité entre hommes et femmes du monde ouvrier. *L'Humanité* avait

⁴⁷ Dispensaires, crèches, cantines, salles d'allaitement.

lancé une souscription pour aider les 81 grévistes de l'usine de Dion, trois mois plus tôt. Il n'en fut même pas question pour aider celles de Saint-Julien.

Combat féministe ou action collective de femmes ?

Une action collective de femmes n'a rien à voir avec le féminisme. Le mouvement existe, certes, mais lorsqu'il est structuré ou développe ses théories, il est surtout le fait de Parisiennes, de bourgeoises et d'aristocrates qui poléminent entre elles, tentent d'influencer les hommes politiques, rédigent des manifestes, participent aux œuvres de guerre, fondent des hôpitaux, secourent les filles-mères mais ne s'engagent pas dans les conflits sociaux. En 1918, les femmes se mobilisent pour protester contre l'hécatombe qui tue une moyenne de 1500 hommes par jour :

Déclenchée par le renvoi au dépôt des jeunes ouvriers, le mouvement démarre à Saint-Étienne en février où (...) des femmes se couchent sur des rails pour empêcher le départ des trains de mobilisés ; la métallurgie de la Loire est en grève générale et le bassin minier occupé militairement.⁴⁸

Dans la Loire, l'année 1918 a vu naître un courant exclusivement féminin, sinon féministe, que la police et la censure militaire ont étroitement surveillé ; il ne s'agit pas de mettre en application des idées générales. Les femmes révoltées ne suivent aucun autre mot d'ordre que leur colère et si les initiatives font masse, c'est parce que toutes veulent la même chose. Les formes que prend leur action sont radicales, elles vont à l'essentiel, violentes et directes ; ce n'est qu'un cri, le cri « pour la Paix et le retour des poilus ». Les lettres de femmes considérées comme « défaitistes » sont saisies à Firminy, au Chambon ⁴⁹: selon Yves Pourcher, qui a étudié les archives du SHAT à Vincennes, le 23 mai 1918, sur 928 lettres soumises au contrôle postal, 17 sont saisies, 19 mises au rebut :

Le 25, la situation a encore empiré. Une femme du Chambon le dit à son mari soldat : « Hier, il y a eu du chambard un peu partout. Les trains des mobilisés ne sont pas partis ; les femmes avaient des triques et montaient dans

⁴⁸ THÉBAUD, p. 262.

⁴⁹ Yves POURCHER, *Les jours de guerre – La vie des Français au jour le jour 1914-1918*, Hachette Littératures, Pluriel, 1994, page 236. SHAT Vincennes, 16N1470 rapport de la commission de contrôle postal sur la correspondance provenant de Firminy et d'Unieux à destination de l'armée ; même source, le contrôle postal sur la correspondance provenant d'Unieux, la Ricamarie, Chambon, Feugerolles été Firminy, courrier du 25 mai 1918 : 1725 lettres au courrier et contrôlées, 7 saisies et 69 au rebut.

les wagons. A Saint-Chamond, elles arrachaient les musettes. Elles veulent l'armistice à tout prix ; cette guerre d'usure est trop longue, et puis tout le monde est excité ». Et cette autre de la Ricamarie à son frère : « Ça n'a pas fait du joli hier à Saint-Étienne. Les soldats qui avaient reçu l'ordre de tirer sur les grévistes ont tous tiré en l'air. La troisième fois, ils ont mis le fusil sur l'épaule »⁵⁰.

La protestation contre les tueries quotidiennes cesse grâce à l'habileté de la répression qui joue des divisions entre les responsables syndicaux ; le mouvement s'éteint, mais un autre reprend, cette fois en dehors des centres industriels essentiels, et « le cri du manque », comme l'appelle Yves Pourcher, remplace le cri pour la Paix.

Interventions et répression

La grève de Saint-Julien tire à sa fin juste au moment où des troubles majeurs paralysent le département⁵¹. Ainsi, tous les facteurs objectifs se trouvaient conjugués pour qu'elles échouent, après une grève qui frappe par la tristesse de ses formes ; pas de défilé, pas de chants, pas de chaude camaraderie comme on en avait vu à Paris. Pour dénouer la crise, les autorités régionales et locales jouèrent un double jeu ou à tout le moins, un rôle ambigu : tandis qu'une délégation de notables « venus de partout » s'efforce d'obtenir une rencontre pour négocier avec les patrons, la force publique est sollicitée pour disloquer le mouvement et obliger les grévistes à reprendre le travail. Le gendarme Gardet, originaire des Vosges et déjà présent en 1917 dans la Loire, aurait pu faire partie du peloton envoyé à Saint-Julien-Molin-Molette.

Coup de théâtre : loin de s'opposer aux grévistes, les gendarmes fraternisent avec elles, se rangent de leur côté et vont jusqu'à les encourager :

Les gendarmes envoyés pour réprimer les grèves excitaient au contraire les ouvrières, écrit Blanche le 2 août 1918⁵².

L'historien regrette que Blanche ne s'étende pas sur l'événement, car c'en est un. Il rappelle le geste des soldats chargés de disperser les femmes protestant contre le départ des mobilisés de Saint-Étienne. Plus accessibles à la

⁵⁰ POURCHER, page 236.

⁵¹ Voir le tableau chronologique.

⁵² Page 1176.

compassion que les « seigneurs » de Saint-Julien, les gendarmes ont désobéi aux ordres reçus. Le fait est suffisamment rare pour qu'on se demande ce qui a incité le peloton à « mettre la crosse en l'air » et à épargner les manifestantes. Comportement qui rappelle surtout celui du « glorieux 17^{ème} » célébré en chanson⁵³ pour avoir s'être mutiné en juin 1907 et avoir fraternisé avec les vigneron languedociens.



Juin 1907 : Soldats du 17^{ème} mettant la crosse en l'air.

Ce lointain précédent n'a sans doute pas joué en faveur des ouvrières de Saint-Julien-Molin-Molette. Pourquoi la troupe a-t-elle épargné les femmes, en dépit des ordres ? J'y vois deux raisons : ces hommes, des territoriaux, appartiennent aux classes les plus âgées de leur corps puisque les plus jeunes ont été envoyés dans la zone des armées ; ils servent parfois dans la Prévôté, détestée des soldats parce qu'ils traquent impitoyablement les fuyards et les déserteurs à l'arrière des lignes. Ces gendarmes ont-ils reconnu dans les femmes devant lesquelles ils étaient alignés celles qui pourraient avoir été des sœurs, des filles, des parentes ? Connaissaient-ils la triste réputation des industriels qui avaient assurément demandé l'intervention de la troupe ? Quoi qu'il en soit, la compassion a prévalu sur les ordres reçus. Il a fallu qu'ils soient impressionnés par le spectacle monstrueux de pauvres femmes poussées à bout, affamées et grelottantes, pour refuser d'ajouter la brutalité policière à leurs maux. Leur désobéissance aurait pu leur coûter cher, comme aux soldats du 17^{ème}, déplacés de à Gafsa (Tunisie) après l'épisode de juin 1907. On n'ose envisager qu'elle ait été une manière habile d'empêcher que

⁵³ *Gloire au 17^e*, Paroles de Montéhus, musique de Chantegrelet et Doubis.

la répression tourne au drame sanglant au risque d'attirer l'attention des journaux nationaux. On a donc étouffé la grève avec beaucoup de doigté, après avoir tenté de laisser pourrir le conflit sept semaines durant.

Voilà pourquoi les ouvrières « ont beaucoup crié », pourquoi le soutien masculin le plus voyant fut le plus paradoxal, celui des gendarmes chargés de réprimer la sédition, et pourquoi enfin *il n'y a eu aucun mal de côté et d'autre, pas de coups, je veux dire, car le mal est grand et irréparable.*

Quel est ce « mal irréparable » ? La haine tenace contre les « tyrans » impitoyables qui ont froidement réduit tant de foyers à la pire misère et à l'exil. Informée des bouleversements qui ont suivi l'échec de la grève, Blanche a vu dans les rues les ouvrières « habillées de noir, avec un air si hâve, si triste », comme elle le dit dès le 16 juin 1918⁵⁴. Elle finit par ressentir la même répulsion envers les patrons qu'elle croise dans les rues de la ville : *Je t'assure que je regarde passer ces fabricants avec autant de haine que n'importe laquelle de leurs ouvrières* écrit-elle le 2 août. La politique à courte vue des patrons, leur intransigeance sordide, le refus de négocier quoi que ce soit avec qui que ce soit a produit un effet radical : la longue grève de Saint-Julien-Molin-Molette a creusé un fossé définitif entre la classe ouvrière et le patronat local, elle a démontré l'impuissance des pouvoirs publics à faire appliquer ce qui n'était que la loi (l'indemnité de cherté de vie) et dissipé durablement l'illusion que les industriels « donnaient » du travail aux ouvriers et que le salaire versé leur permettait de vivre. Le conflit a fait émerger une nouvelle conscience de classe chez les victimes d'un capitalisme particulièrement inhumain. Le temps du paternalisme est à jamais révolu, à supposer qu'il ait jamais été pratiqué à Saint-Julien. Plus que l'amertume de l'échec, domine dès lors une certitude d'ordre politique, l'indignation a nourri la volonté pour ainsi dire révolutionnaire d'en finir avec ces abus. La dynamique du Front populaire est en train de naître.

Cela ressemble peut-être à toutes les histoires de grève (...) conclut Blanche qui nuance en évoquant l'exception « abominable » de Saint-Julien-Molin-Molette. Elle a tort. Aucune grève du temps de guerre ne s'est spontanément fondée sur une exploitation aussi radicale de la main d'œuvre féminine, aucune n'a éclaté simultanément ailleurs, aucune

⁵⁴ N° 2138, p. 1045.

n'a duré aussi longtemps et n'a produit un fiasco aussi total, suivi du déracinement de familles entières chassées de leur village natal par des patrons d'une insatiable cupidité. Plus qu'une grève, c'est une révolte contre les tyrans locaux. La haine qu'ils ont inspirée à leurs ouvrières a sans doute laissé des traces, qui resteraient à étudier dans les archives municipales des années 1919-1936, par exemple⁵⁵. Mais les femmes ne votaient pas encore, et Antoine Dussuc, élu dès le premier tour, entra dans le conseil municipal.



« Vue du parc de monsieur Dussuc » (carte postale envoyée de Saint-Julien-Molin-Molette en 1915).

Blanche narratrice

Blanche Duhamel relate les événements par bribes, sans jamais chercher à reconstruire leur succession, au gré des événements et des conversations qu'elle a avec sa cousine, ou pour répondre à l'insatiable curiosité de son mari. Elle n'écrit évidemment pas pour la postérité. Son témoignage a donc toutes les caractéristiques de la correspondance privée en temps de guerre : dans sa chronique quotidienne, son fils Bernard tient la première place. Viennent ensuite le récit de ses journées et les émotions d'une femme séparée d'un mari bien-aimé, écrivain dont elle est la première lectrice.

⁵⁵ Je remercie madame Eliane Martin, de la mairie de Saint-Julien-Molin-Molette, pour les renseignements qu'elle m'a communiqués sur l'histoire politique de la commune : les élections municipales de 1919 ont été remportées par une liste sans étiquette, conduite par Albert VALES. Sur les 427 inscrits, 423 se sont exprimés. Douze conseillers ont élus au premier tour, dont Antoine DUSSUC (227 voix) et le futur maire (248). Au 2^{ème} tour, un Oriol recueille 216 voix ; le moins bien élu n'obtint que 207 voix, moins de 50% des suffrages (212 voix). Il n'existe pas de chiffres pour les élections législatives de 1936.

Quand elle aborde la rétrospective de l'hiver 1917-1918 à Saint-Julien, elle s'abandonne essentiellement à sa sensibilité et à son altruisme ; elle souhaite plutôt rendre compte du climat régnant dans les usines, des souffrances endurées par des femmes qu'elle croise et connaît parfois, auxquelles va toute sa compassion, tandis que « les seigneurs », les propriétaires des usines « qui se croient les rois » lui inspirent dégoût et répulsion. Son intérêt prend naissance le 30 juin 1918, lorsqu'elle assiste à l'incident provoqué par la comtesse. Jeune mère, sensible et généreuse, elle s'indigne facilement contre les injustices. Elle écoute son cœur, elle s'attendrit. Il suffit de considérer les termes qu'elle emploie : elle se sent « bouleversée », elle s'apitoie sur les ouvrières, de « pauvres femmes », « les malheureuses ». Comme c'est l'aspect collectif du mouvement qui l'a frappée, Blanche passe sous silence le nom des protagonistes des deux camps et celui des personnages publics « venus de partout » pour faire fléchir les patrons — à supposer qu'elle les ait connus. Si vague qu'il reste, son témoignage est notre source la plus directe et la plus sincère sur le conflit de Saint-Julien-Molin-Molette ; la caractère éphémère de sa sympathie pour les ouvrières peut décevoir ; ce serait oublier qu'au moment où les intérêts particuliers l'emportaient massivement, tant était grande l'incertitude du lendemain, Blanche a tenté d'infléchir le destin d'au moins une des victimes de la tyrannie patronale en s'attachant les services de Rosine. Les Duhamel ont eux aussi d'autres soucis en tête : Georges quitte l'hôpital du front et rejoint l'arrière, quittant ses confrères, dont Lamare. Quant à Blanche, après avoir quitté la Loire pour le sud, elle se désintéresse de la famille laissée à Saint-Julien-Molin-Molette. Malgré leurs lacunes, les lettres de Blanche Duhamel sauvent de l'oubli un événement qui n'a guère laissé de trace dans la mémoire publique. On ne saurait reprocher à une archive privée de n'avoir pas l'exhaustivité d'un document historique.

Une tragédie sans dénouement

Lorsque les Duhamel s'émeuvent, la mal est déjà fait. Mais reste-t-il un moyen de soulager la misère qui règne à Saint-Julien-Molin-Molette ? Georges informe ses confrères de l'Ambulance dans laquelle il côtoie des médecins plus compatissants que la moyenne. Tout Stéphanois qu'il soit, tout pénétré d'idéaux humanistes qu'il soit, ce n'est pas le Dr. Viannay qui propose d'intervenir. Le 25 juillet, Georges ne sait encore pas grand-chose des grèves dont Blanche a parlé évasivement trois semaines plus tôt mais il fait ce qu'il peut, de loin :

Lamare voudrait quelques précisions sur les grèves de femmes à Saint-Julien et les conditions de travail de ces malheureuses. Il connaît un philanthrope très actif qui pourrait faire quelque chose.

Jamais on n'en apprendra davantage sur ce bienfaiteur potentiel. Qu'aurait-il pu faire ? Assurément pas obtenir la hausse des salaires, ni l'application des conventions collectives qui règlent les professions de l'habillement depuis des mois. Les « philanthropes » soulagent ponctuellement les misères les plus criantes. Ils ne réforment rien (le veulent-ils seulement ?) ; ils rabotent çà et là les injustices les plus criantes du système et emploient une partie de leur argent à atténuer les méfaits dévastateurs du capitalisme de guerre et du capitalisme tout court, auquel ils doivent leur fortune.

Quant à Blanche, elle ne pense plus qu'à la permission de Georges qui la rejoint en effet courant août. elle quitte la Loire au début de septembre 1918. La grève de femmes de Saint-Julien retombe dans l'oubli.

Conclusion

La cause des femmes de Saint-Julien ne relève pas plus de la charité paternaliste de certains industriels que de la charité « d'ouvrage » à laquelle s'adonnent quelques grandes bourgeoises fortunées. Il y a tout lieu de croire que, dans les usines de Saint-Julien, la surexploitation des ouvrières continua sans rencontrer d'obstacles. Ni assez prolétarienne, ni assez féministe, l'action désespérée des grévistes de Saint-Julien-Molin-Molette a un caractère presque zolien dans ses causes et dans ses formes. Vue à travers les yeux d'une autre femme aux idéaux humanistes, la double grève est plus dure que tous les autres conflits du travail répertoriés pendant la guerre ; elle s'étend sur trois mois et trois semaines, « pour le pain » alors que le pays gronde et réclame la Paix.

La double grève des ouvrières n'annonce rien des mouvements du XX^{ème} siècle qui conduiront à la reconnaissance du droit des femmes, chez elles et au travail. Ses objectifs sont encore loin d'entrer dans la catégorie des revendications féministes pour la parité des salaires entre hommes et femmes. La grève oppose des femmes réduites au dernier degré de la misère à un patronat local constituant une véritable féodalité, d'une brutalité et d'un cynisme rares, qui n'appliquent les lois que lorsqu'elles les favorisent et ignorent souverainement les autres. Qu'il s'agisse de sa durée exceptionnelle, de la modération de ses objectifs et de son

issue désastreuse, le conflit raconté par Blanche Duhamel est un affrontement anachronique, atypique, l'exemple même d'une grève à outrance, pour la survie, une grève du XIX^{ème} siècle.

Saint-Lô d'Ourville, 20 avril 2012 - Épinal, juillet 2012.

Bibliographie succincte

- Blanche et Georges DUHAMEL, *Correspondance de guerre 1914-1919, tome II (Janvier 1917-mars 1919)*, Préface par Antoine Duhamel, édition établie et annotée par Arlette Lafay, collection Bibliothèque des correspondances, mémoires et journaux 45, Honoré Champion, Paris, 2008.
- Françoise THEBAUD, *La femme au temps de la guerre de 14, Au seuil d'un monde nouveau*, Les éditions de la Seine, Paris 2005 (première édition, Stock, 1986).
- Michel Corday, *L'Envers de la Guerre*, en deux tomes, Flammarion, Paris, 1932.
- Yves POURCHER, *Les jours de guerre – La vie des Français au jour le jour 1914-1918*, Pluriel, Plon, Paris, 1994.